

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mme ARIANE ÉMOND, présidente de la consultation
Mme JUDY GOLD, commissaire
M. DENIS LECLERC, commissaire
Mme, SORAYA BOUCETTA analyste

ITINÉRANCE ET COHABITATION SOCIALE À MONTRÉAL

DEUXIÈME PARTIE

VOLUME 8

Séance sans rendez-vous tenue le 19 février 2025, 14 h à 19 h

Centre Saint-Pierre

1212, rue Panet

Montréal (Québec) H2L 2Y7

Table des matières

Jean Duval – 1 ^{er} passage	3
Alex Berthelot	11
Alex Larein.....	21
Orlando Nicoletti.....	25
Emmanuel	31
Jean-Duval - 2 passage	40
Jean-Bernard	49
Sandrine	58
Éva	64
Chantale	71

Jean Duval — 1^{er} passage

Commissaire :

Non, c'est aujourd'hui, pas de souci d'être à l'aise. D'être à l'aise, parce qu'il y a toutes sortes de gens qui pourraient moins considérer qu'ils ont envie que leur message soit diffusé.

Jean Duval :

C'est compréhensible. C'est compréhensible.

Commissaire :

Alors, ben, bonjour, M. Duval. Bonjour à vous. Notre échange, parce qu'on va faire ça vraiment comme une conversation, si vous êtes d'accord, ça va être transcrit pour nous permettre d'en faire un résumé. Vous ne serez pas nommé dans le résumé.

Jean Duval :

Comment ? J'insiste.

Commissaire :

Vous insistez à être nommé ?

Jean Duval :

Oui, oui. D'accord. Absolument. Parce que ce que je vais dire, c'est des idées porteuses.

Commissaire :

D'accord. OK.

Jean Duval :

Je veux qu'on sache de qui ça vient.

Commissaire :

D'accord. OK. Est-ce que c'est possible de monter un petit peu le son ? Je vais le donner. OK. Donc, vous êtes enregistré très bien. Puis, on a un petit peu de temps. On n'a pas... On a un petit peu de temps. Et vous voyez, il y a quatre, cinq personnes qui attendent. Alors, on va y aller en se disant peut-être un petit 15 minutes qui peut déborder. Est-ce que vous êtes confortable avec ça ?

Jean Duval :

Moi, j'ai demandé à quelle heure ça fermait tantôt. À 7 heures ce soir, moi.

Commissaire :

Mais, vous n'êtes pas l'unique. Même si vous êtes unique, vous n'êtes pas l'unique. Alors, qu'est-ce que vous avez envie de... Vous dire. Oui. Nous dire aujourd'hui. OK.

Jean Duval :

Je suis quelqu'un qui regarde beaucoup l'actualité. Oui. Je m'intéresse aux nouvelles. Bref, quand je regarde la télé, je regarde les nouvelles. J'ai vu qu'hier, hier soir, au bulletin de nouvelles, au téléjournal, il y a eu M. Caldwell, le président de la STM, qui était ici. J'aurais aimé ça hier pour le voir. Je lui ai déjà parlé au CA de la place Bonaventure. M. Caldwell, il y en a beaucoup sur les bras. Mais, ils en ont plein leurs casques de ce qui se passe. Et je vous ai dit que moi, j'avais déjà dormi dans le métro. J'ai dormi une ou deux fois. Mais, je n'ai pas dormi, comme tout le monde, la nuit. Non. J'ai dormi le jour. Parce que ça, c'est le jour que c'est ouvert. À 6 heures 30, les portes ouvrent. Puis, tard le soir, pour l'entretien, ils ferment et tout le monde sort.

Mais, moi, j'y suis allé. J'y suis allé. Ça, c'est, je vous parle de ça, c'est il y a trois ans parce que j'étais, moi, j'étais, j'ai un chien. Puis, quand ça s'est arrivé, je l'ai passé à quelqu'un pour qu'il me le garde pendant trois mois. Mais, ça a duré jusqu'à 15 jours. Le chien, j'appelais constamment. La personne n'a pas pu le garder. Mais, moi, j'avais besoin d'un petit break. Pas parce que je m'ennuyais de mon chien. C'est parce que j'avais des choses à faire pour m'occuper des, de trouver des solutions.

Alors, j'ai, j'étais troublé avec ce qui venait de m'arriver. Pas mentalement, c'est troublé. Quand tu as un trouble dans la vie, tu es troublé par quelque chose. Ah oui. M. Contrairement à la perturbation mentale, c'est complètement ailleurs. C'est une maladie, ça. Mais, troublé, tout le monde peut l'être pour venir regarder ça. Alors, moi, il a fallu que je me fasse une tête. J'ai marché la nuit pour ne pas geler.

J'ai pris un café Tim Horton. Il est ouvert. Puis, j'ai attendu que le métro ouvre pour me réchauffer. Là, il fallait que je trouve une solution rapide d'hébergement. Puis, ce n'est pas que je n'ai pas essayé. C'est que ceux qui, ceux qui sont connus à Montréal, il y avait tous un line-up. Puis, tout le monde était refusé en grande majorité. Il y avait débordement. Pourquoi je vous dis ça ? Je comprends la complexité des gens dans le métro. Sauf que l'image qu'on leur

donne, c'est dommage. C'est juste un des cas de toxicomanie grave. Mais, il y en a d'autres qui ne sont pas.

Bref. Ce qui m'amène à vous dire ceci. J'ai eu une idée qui est... Puis ça, à Montréal, il y a deux crises actuellement. Il y a la crise du logement et la crise de l'itinérance. Les deux, les deux sont directement liés. OK ? Tu peux ne pas être itinérant et vivre la crise du logement. Mais, ceux qui vivent la crise du logement, en gros, ils touchent à l'autre. Et, à un moment donné, moi, dans une autre vie, j'ai voyagé beaucoup dans le monde. Puis, j'ai fait le tour pas mal. Dans une croisière, j'ai adoré ça. J'ai vécu l'expérience. Puis, je me suis dit, les croisiéristes de ce monde, sur la planète, les gros bateaux de croisière, c'est toujours de plus en plus gros. Vous remarquerez, là. C'est des villes. Ah ! C'est des grosses villes. Puis, ne rentre pas là-dedans qui veut. Tout est là, sécurité, la chirurgie, tout est là. C'est tellement, c'est gros.

Commissaire :

Puis, c'est quoi le lien que vous faites ? Pardon ? C'est quoi le lien que vous faites avec l'itinérance ?

Jean Duval :

Le lien, c'est qu'à un moment donné, je vivais l'itinérance. Je me suis dit, il manque des logements. Il manque des logements à Montréal. Puis, ces bateaux-là, ils sont toujours mis à niveau. Il y a toujours des upgrades qu'ils font. Puis, des fois, quand ils ne les vendent pas, vous savez qu'est-ce qu'ils font? Ils les vendent à Scrap en Inde, au Bangladesh. Ils arrivent à toute vitesse pour s'échouer. Puis, là, il y a une équipe. C'est comme des fourmis. C'était pas prévu, là. Et puis, là, c'est dommage parce qu'ils les font tous en petits morceaux. Puis, le bois, la quincaillerie et tout. Mais il y a des bateaux qui sont vraiment beaux, qu'on pourrait acheter. Et puis, chaque bateau de croisière, c'est au minimum, c'est 2 500, 3 500, 5 500 cabines. Ça, les cabines, c'est des studios. Voyez-vous mon idée, là ?

Commissaire :

Oui, on voit bien. Et c'est tellement original. C'est la première fois qu'on entend ça.

Jean Duval :

Je suis content que vous me disiez qu'il y a des bonnes. Mais ça fait 20 fois que j'en parle à l'Hôtel de Ville. Ah oui ? Oui. Est-ce qu'il y a des réponses ou pas du tout ? Il rit. Vous avez trouvé qu'il y a des bonnes. Mais les autres, ils rient. Valérie Plante, elle rit. Puis, j'ai dit, regardez, ne soyez pas la seule à payer

la facture, là. Il y a les différents niveaux de paliers gouvernementaux, là. Il y a le provincial, le fédéral. Puis les ports, là. L'île Saint-Hélène puis l'île Notre-Dame, là. C'est dans l'arrondissement de la mairesse. C'est dans Ville-Marie, là. Parce que ça a été légué à Montréal. Puis ça, ça fait partie de son arrondissement. Je veux dire, les démarches, vous pourriez les entamer. Puis ça, il suffirait de mettre les quais. Il faut s'en rendre, là. Parce qu'on ne suffit pas en criant un ciseau. En criant un ciseau. Mais vous pouvez acheter un bateau. Un bateau, deux, trois, selon la demande. Regardez ce qu'on y dit, là. C'est que les gens, au lieu d'être dans la rue, au lieu d'être entassés avec des gens qui, peut-être, ne devraient pas être avec, faites un bateau spécial pour... Les femmes. Bien, je ne suis pas... Je ne suis pas sexiste, là. Bien, elle le demanderait sans doute. Mais on peut faire...

Le bateau est tellement grand qu'on peut faire des sections pour les femmes, là. Mais... Vous savez, il y a de tout, là-dedans. Où il y a des salles de spectacles, ça peut être où on donnerait des cours. Ça peut être... Ça peut être un centre de gym. Tu sais, ça peut... On peut remonter le monde en s'occupant d'eux et concentrer les efforts au même endroit. Là, je vous parle de l'île Notre-Dame-Sainte-Hélène. J'ai perdu le son. Ça marche ? OK. C'est que vous êtes, en plus, à côté du métro Jean-Drapeau. Hé, on marche, là, puis vous êtes dans le métro. Puis ça, ça veut dire que les gens pourraient être mobiles, mais leur demeure serait toujours au même endroit. Alors, mettez trois quais, trois bateaux, puis vous avez 10 000 personnes là-dedans, là, au minimum. Puis si vous en voulez plus, là, envoyez-en un à Trois-Rivières. Mettez-en un autre à Québec. Bon, vous allez dire, ça va coûter une beurrée. Euh... Je dirais pas qu'ils les donneraient, là, mais ils les vendraient pas cher, puis il y a personne... J'aurais même soumis l'idée que je pourrais peut-être regarder ça pour eux autres, à la blague, mais personne s'est... appris simplement... S'attardé à... S'attardé à ça. Je me disais, viens, venez donc nous en parler. Je me suis offert. J'ai dit, moi, j'ai des idées, je peux vous en parler plus. Et puis, ce que ça ferait, c'est que ça permettrait à des gens qui ont... en toxicomanie, d'avoir des services médicaux. Parce qu'on mélange pas ceux qui se piquent, qui sont... qui ont besoin d'aide supervisée avec une famille, avec des étudiants, parce que les étudiants, ils sont huit, actuellement, dans un trois et demi, là. On va se dire les vraies affaires. Et là, il y a l'immigration massive qui est rentrée, là. Et puis, ça n'arrête pas, ça. Le problème que l'on vit actuellement, on va le vivre pendant... Au bas mot, là, 15 ans.

Commissaire :

Pourquoi ?

Jean Duval :

Parce que... il n'y a pas de logement. Le monde est là. Il y a 10 000... 10 000 itinérants à Montréal. Ça, je pense qu'on peut s'entendre, là. Puis ça, c'est ceux que vous avez... Comment est-ce qu'on dit ça, là ? Comptabilisés. Oui, au dénombrement. Dé-nombrés. Au 2022. Ça fait qu'il y a des chances que ça soit bien plus que ça. Et puis, actuellement, il y en a qui viennent de d'autres provinces. Il y en a qui viennent ici par immigration, puis Dieu sait, ils n'ont pas l'argent, puis ils ont le problème en pleine face, là. Ça s'accumule. Alors, le temps que ça va prendre pour qu'on soit capable de bâtir les logements, il n'y a pas de main-d'œuvre pour les construire. Puis quand il y a des constructeurs, ils ne sont pas aidés. On regarde ce qui se passe à Montréal, là. On les nuit au niveau des permis, puis... Ils veulent avoir absolument des logements où est-ce qu'il faudrait donner, puis il y a un promoteur immobilier, là. Oui, oui, il veut faire de la piasse, là. Alors, il faut que ça soit des fonds publics. Et ça, là, j'entends qu'il y a le TGV qui veut faire, là, 100 milliards, 300 milliards, là. Le monde, il crève dans les rues, là. C'est insultant. L'idée est belle, mais tu fais ça quand tu as tout payé tes dettes, là. Puis tu fais ça quand tu as réglé tes problèmes.

Commissaire :

Est-ce que je peux vous demander... Tout à l'heure, vous avez... évoqué le fait qu'à un moment donné, vous avez eu besoin de trouver de l'hébergement. Vous avez marché dans la ville, vous avez réfléchi. Est-ce que vous avez fréquenté des ressources d'hébergement à Montréal pendant la période où vous étiez sans logis ?

Jean Duval :

Oui. Oui, j'en ai fréquenté. Tout à l'heure, j'ai cogné à la porte de la Maison du Père. On ne pouvait pas rentrer. On était plusieurs à s'arracher les cheveux. Après ça, il y a eu...

Commissaire :

Vous ne pouviez pas rentrer parce que c'était complet ?

Jean Duval :

C'était complet. On ne pouvait même pas prendre les cafés. Il était débordé. Tu ne peux pas demander à un humain de travailler 40 heures par jour. Tu sais, c'était une limite, là. Après ça... Mais avez-vous trouvé une ressource ? Oui. Avez-vous une expérience de ressources ? C'est ça que je voulais savoir. Oui, oui, il y en a quatre. Mais le problème, c'est que mon chien m'a dit qu'il a fallu que je le prenne. Et puis, la seule place qu'il prenait... Il y en avait deux

places. Il y avait Care. Care qui avait deux endroits. Une, sur Hochelaga, l'ancien YMCA, sur Hochelaga dans l'Est. Et l'autre, c'était complexe Guy Favreau, l'ancien YMCA pour les femmes. Alors, dans le quartier chinois, en Gaston. Alors, toutes les problématiques se sont avancées dans le quartier chinois. On se demandait pourquoi. La grosse problématique, parce que non seulement ils prenaient ceux qui étaient débordés, les refuges, mais ils prenaient ceux qui se faisaient mettre dehors des refuges. Alors, vous aviez même la délinquance... À bas seuil, comme ils disent. À bas seuil. Il y avait même la délinquance à ce niveau-là qui se fait avancer là. Alors, j'y ai passé une nuit à ne pas dormir, parce que ça gonflait tellement et ça criait. Moi, j'étais au chaud, j'ai pu reposer. C'est là que j'ai su qu'il y avait une autre place. C'était sur Care, au métro Joliette.

Commissaire :

Qu'est-ce qui a fait que vous n'avez pas eu besoin de rester dans des refuges longtemps ?

Jean Duval :

C'est que, quand j'étais à Care, il y a eu un écriteau sur le mur. Il m'a invité, moi et d'autres participants itinérants, parce que c'était une obligation, ça. L'organisme, pour ce qui est des refuges à Montréal, ont décidé de faire un kiosque, une exposition, pardon, une exposition à la maison du père, je crois. Et puis, je me suis rendu. Et puis, j'étais avec mon chien à ce moment-là. Là, j'étais chez Care. Puis là, j'arrive avec le chien. Puis là, je me suis aperçu que c'était beau, c'était neuf. J'ai dit, il y a de l'espoir, tu sais. En rentrant, tout de suite, il y a quelqu'un qui m'a dit, « Votre chien, vous ne pouvez pas rentrer ici. » Mais là, j'ai dit, si je peux le mettre dans mon manteau. Il y a une autre personne qui est arrivée. C'était peut-être quelqu'un de l'administration. J'ai dit, bien, écoutez, juste pour visiter le kiosque, on va faire une exception. Si vous voulez le garder sur vous. Je fais le tour. Et puis, c'est là que j'ai appris qu'il y avait une autre place. Ce qui acceptait les chiens, c'était à l'Hôtel-Dieu. Mais avant, on m'avait dit qu'on m'aurait pris à la maison du père, à la maison du père, si je n'avais pas mon chien. Donc, on ne pouvait pas faire exception. On faisait règlement en béton. Et parce qu'il y en a qui ont des gros, gros chien, tu sais. Alors, à l'Hôtel-Dieu, le pavillon, celui qui est dans le fond, c'est une rue nature-bain. Je m'y rends. Il y avait un rendez-vous tout à l'heure, puis je me suis rendu. Puis là, j'ai eu une pièce. Et puis, bon, je vais voir que je vous parle de quelque chose qui est arrivé là-bas. Ça, vous ne le savez pas, mais ça vaut la peine que je vous le dise. Je me suis plaint après trois mois. C'est ça qui a fait en sorte qu'on m'a mis dehors parce que je m'étais plaint. On m'a fait geler à moins 20, moi et mon chien, parce que j'ai voulu avoir les responsables pour que je puisse faire une

plainte formelle. Ils prennent tout le monde pour des caves là-bas. Ça, c'est pas les seuls. Ils ont comme idée, eux autres, qu'ils font affaire avec des imbéciles tout le temps. C'est pas parce que tu es itinérant que tu n'es pas capable de te débrouiller, tu sais, à converser ou à demander des choses ou à protéger tes droits. Ils ont refusé. Ils ont dit, non, non, écrivez ça sur un papier, on va le prendre. C'est pas ça que je veux. Je veux parler à ton patron. Ils n'ont pas aimé ça. Parce qu'il est arrivé quelque chose où est-ce que je voulais me plaindre de ça. De quoi je voulais me plaindre, c'était qu'il fallait être deux dans les pièces, dans les chambres. Partager une chambre. Dans un ancien hôpital. Et puis, fait qu'à un moment donné, tu sais, tu ne choisis pas. Fait qu'à un moment donné, il y en a un qui rentre et qui part. En trois mois, j'en ai vu trois. Puis là, à un moment donné, il y en est rentré un qui se shootait. À côté d'où ? À côté de moi. Aussi proche que vous pouvez l'être. Il ne gênait pas pour moi. Moi, là, vous savez, à part de prendre un verre de vin, quand je mange, c'est la seule affaire, là. Tu sais, chacun sa drogue, là. Mais les trucs toxiques, là, je ne suis pas capable.

Commissaire :

Vous n'avez pas été capable.

Jean Duval :

Fait que là, j'ai demandé, en fait, il venait de rentrer, tu sais, je lui ai dit, écoutez, moi... Puis, vous êtes plein de ça. J'ai fait pour ne pas faire l'anxiété parce que je ne viens pas ici pour être plus anxieux que le premier que je vis. Oui, oui, je comprends. Votre rôle, ce n'est pas de me rendre malade. Tu sais, c'est là l'importance de mettre les cas semblables avec les mêmes, tu sais. Oui, oui. Puis là, ils n'ont pas aimé ça. Puis c'est là que j'ai appris que cet homme-là, sur le même étage, il demandait la responsable puis il fournissait la drogue-là, c'est le bon moment. Ça fait que...

Commissaire :

Si je vous demandais... Oui, on a presque fini. Non, je sais, mais il y a beaucoup de gens qui attendent derrière. Je vais être obligée de vous demander de peut-être faire une conclusion. La première fois que vous êtes venus nous voir, j'avais comme senti que vous en aviez un petit peu épais sur le cœur par rapport au refuge. Mais ce que je comprends, c'est que c'était pendant la période de la pandémie. Que vous avez dû les fréquenter. Est-ce que je me trompe ? Peut-être que je me trompe, là.

Jean Duval :

Ça se terminait. C'était sur sa fin. OK. Oui, le gros... Cet édifice-là, ça a été prévu pour ceux qui avaient des cas de COVID, mais c'était terminé. Ce que je veux dire, c'est que... Là, je me suis plaint, puis je me suis plaint de ceux qui payent pour... Vous savez, toute la société. La structure d'hébergement, c'est le CHUM qui reçoit des dividendes provinciaux, qui paye le CHUM, puis que le CHUM, ils prennent une enveloppe, puis ils le donnent à la ressource. Je le donnerai pas, là, mais... Et puis, eux, comme citoyens qui vivent l'itinérance, c'est peut-être à peu près moins que rien. Ils veulent pas te rencontrer. Tu demandes de rencontrer un directeur venant d'un itinérant, là, il s'en fout qu'on en garde. Ça, ça a été une première observation. Ça, là, j'ai été mis à la porte une nuit, là, puis quand je suis revenu, puis ils ont même appelé la police pour que je sorte pour la nuit. Là, ils ont appelé EMMIS, je sais pas trop. Fait que moi, je suis dans EMMIS maintenant. Et puis, l'autre affaire, c'est que... Avant de partir, c'est que moi, je me suis mis sur le... sur mon... mon Internet, là, puis j'ai communiqué avec le CHUM, puis j'ai dit, je demande à vous rencontrer, j'ai une plainte officielle à faire, puis là, ils m'ont écrit, je suis allé les voir, puis je leur ai expliqué quelque chose qu'ils ne s'attendaient pas de voir. Moi, écoutez, vous êtes bien assis, là, il y a un contrôle musulman au niveau du sixième étage, du moins pour le sixième où j'étais, qui, à l'époque, faisait en sorte que ceux qui étaient musulmans qui voulaient prier, là, à toute heure de la journée, il y avait leur chambre à eux, tout seuls. Et nous, les Québécois, eh bien, il fallait absolument avoir le... pas Jean-Jacques, là, on n'a pas le choix, mais eux, à cause de leur religion, puis c'était pas... il y en avait pas juste un, un musulman, là, il y en avait plusieurs sur la table. Je voulais dire qu'eux avaient eu la chance d'avoir des chambres individuelles. Pas la chance. La honte de ce système-là qui faisait en sorte... parce qu'il y a beaucoup, beaucoup de musulmans qui travaillaient, là, à l'Édifice Leroyer. Puis ça, j'ai vu quelque chose de pas correct. On parle des droits de la personne, là. Ça, on y touche, hein. Puis moi, quand j'ai fait une plainte officielle, ça a tombé dans la filière 13, parce qu'on m'a écrit, là, des idioties. On a bien écrit, on a patiné, puis on a dit, il faut fermer le dossier. Puis ça n'a pas été plus loin que ça.

Commissaire :

Je pense... On me dit qu'il y a beaucoup de monde qui attend. Est-ce que je sais pas si vous pouvez rester ? On est ouvert jusqu'à 7 h, si jamais il n'y a pas de monde. Parce que j'aimerais vous entendre sur une question. La Ville nous a demandé de leur donner des suggestions sur la cohabitation. Vous connaissez le mandat. J'aimerais avoir votre opinion là-dessus. Mais il va falloir,

si à le temps plus tard, que vous... si vous êtes encore ici, parce que il me semble mal que tout le monde attend.

Jean Duval :

Vous savez, je suis pensionné, maintenant.

Commissaire :

OK. Bien, merci. Alors, merci, puis j'espère que... Sur la cohabitation, j'aimerais vraiment savoir votre opinion là-dessus. Et alors, l'histoire des bateaux, là. Oui. Oui, bien, ça, on a... C'est bien noté. C'est bien noté. Bien noté. Bien, même. Deux problèmes de réglé, un gros problème, là. C'est juste qu'il faut sortir les... l'argent des coffres, là, puis convaincre les gens. D'accord. Merci, M. Duval. Merci.

Alex Berthelot

Commissaire :

Ça enregistre. Alors, si vous voulez vous renommer, s'il vous plaît.

Alex Berthelot :

Donc, moi, c'est Alex Berthelot. J'interviens à titre personnel aujourd'hui. Un peu de feedback, mais ce n'est pas grave. Donc, peut-être juste une petite introduction. Ça fait 24 ans que je suis dans le milieu ici. J'ai débarqué à Montréal pour la première fois en 1999 et j'étais SDF. J'habitais dans la rue. J'ai passé les derniers 20 ans à travailler comme intervenant et comme gestionnaire dans le milieu communautaire. J'aimerais nommer que si ce n'était pas de l'existence, la proximité et l'accessibilité des organismes communautaires, qui existent à Ville -Marie présentement, il y a des fortes chances que je ne serais pas ici aujourd'hui à témoigner devant vous. J'aimerais dire un gros merci à tous les professionnels, collègues et amis qui travaillent sans cesse à l'accompagnement des personnes qui fréquentent nos ressources communautaires à Montréal. Donc là, je vais me permettre de faire un petit détour philosophique parce que L'itinérance est premièrement et avant tout un bafouement de droits qui a ses racines dans les inégalités. Les inégalités, les grands -pères de nos systèmes économiques étaient tous du même avis. On parle de John Locke dans son deuxième traité sur le gouvernement, Adam Smith dans The Wealth of Nations et Jean -Jacques Rousseau dans son discours sur les origines des inégalités. L'origine des inégalités est le moment où est-ce qu'on

commence à accumuler la richesse, le moment où est-ce que les biens dépassent ce qui est périssable et qu'est-ce qu'on peut vraisemblablement consommer avant que ça ne périsse. L'itinérance n'est pas un phénomène nouveau, ni à Montréal, ni dans les pays industrialisés. L'urbanisation et la concentration des personnes, c'est à la base de l'itinérance. À Montréal, les refuges existent depuis le 19e siècle. Quand on parle de la maison du père, quand on parle du Old Brewery Mission et même du Refuge Merlin, qui était parmi les premiers refuges à exister à Montréal. L'itinérance est un phénomène complexe dont la responsabilité a été fractionnée parmi différents paliers gouvernementaux, et c'est un phénomène très difficile, ce qui rend une intervention systémique cohérente et coordonnée qui permet de produire des résultats. Parce que tout le monde se renvoie la balle. Dans les dernières années à Montréal, ce qu'on voit, c'est un désinvestissement et un détournement des fonds qui étaient anciennement dédiés à des services aux personnes en situation d'itinérance par des moyens répressifs. La création d'instances de surveillance et de contrôle supplémentaires, telles qu'EMMIS, le recours à des agences de sécurité privées pour surveiller les lieux publics au lieu de financer des programmes d'aide structurante et pérenne, telles les organismes communautaires, l'hébergement, le soutien aux personnes et le logement.

Commissaire :

Alex, est-ce que je vous laisse aller ou je peux vous interrompre ? Qu'est-ce que vous préférez ? Comme vous voulez.

Alex Berthelot :

Comme vous voulez. voulez.

Commissaire :

Alors, je peux vous poser une question maintenant ? Oui. Vous avez nommé EMIS comme agent de répression. Comment ça, expliquez-nous ça. Donc, EMIS est présenté comme une équipe

Alex Berthelot :

De médiation mobile en itinérance. Pour faire de la médiation, on part de la base, je suis médiateur accrédité d'ailleurs dans une autre vie, la médiation assume que les deux parties qui discutent ont un pouvoir égal. EMMIS intervient à l'appel du citoyen. EMMIS n'intervient pas à l'appel de la personne sans domicile fixe. Donc, il y a déjà un rapport de pouvoir inégal dans l'intervention et on s'entend que leur mandat est d'assurer la cohabitation, ce qui veut, dans

95 % des cas, dire débarrasser le commerçant ou le résident de la personne qui les perturbe.

Commissaire :

D'accord. J'ai compris. Continuez. J'ai compris. Merci. Merci.

Alex Berthelot :

Donc là, je vais parler un peu d'urbanisme et de cohabitation. Je tiens à souligner la soumission de Michel Parazelli, un sociologue de l'UQAM qui nous a soumis son livre, qui vous a rencontré. Je ne répéterai pas toute son éloquence. C'est quelqu'un que j'estime beaucoup. Mais il faut qu'on parle de la société. Il faut qu'on parle de la société. Il faut qu'on parle de la société. Il faut qu'on parle de la société. Le réaménagement des quartiers populaires du red light de Montréal, la privatisation des espaces publics, un développement qui priorise les revenus fonciers de la ville au détriment des ménages les plus vulnérables, l'élimination des maisons de chambre, les hôtels peu coûteux qui n'existent pas dans les quartiers centraux comme ils ont déjà existé. sont remplacés par des condos et des loyers qui sont hors d'atteinte pour la majorité de la population qui y habite déjà.

Commissaire :

J'aurais une petite question à mon tour. Quand vous parlez de privatisation de l'espace public, vous parlez de quoi ?

Alex Berthelot :

Je parle du quartier des spectacles.

Commissaire :

OK.

Alex Berthelot :

Le quartier des spectacles, qui, pendant des mois à chaque année, ferme ce qui est de l'espace public ou ce qui a déjà été de l'espace public au public pour la tenue d'événements privés. La même chose qui se passe aux Jardins Gamelin. Une petite historique, les jardins Gamelin étaient, il fut un temps, au début des années 2000, on appelait ça le carré — Berri Donc, qui était un sort de jardin. Le square public qui est ouvert 24 heures sur 24. Début des années 2005-2006, on a changé la réglementation municipale et c'est devenu le parc square Berri. Donc, un parc ferme à minuit. Donc, on a le moyen de judiciariser les personnes qui se retrouvent dans cet espace-là à partir des heures de fermeture.

La même chose s'est produite avec le carré Viger, qui est maintenant le parc Viger.

Commissaire :

Merci de cette précision.

Alex Berthelot :

Et là, on parle, tu sais, spécialement quand on regarde les jardins Gamelin, la dalle de Berri qui était comme le square public où tout le monde se promenait est maintenant fermée. Il y a des gardiens de sécurité qui sont là, été comme hiver. Il y a des commerces qui opèrent sur ces lieux-là. Il y a des buvettes qui servent de l'alcool, ce qui veut dire une restriction des personnes qui peuvent aller à l'intérieur. Il y a un contrôle supplémentaire. Donc, la crise de cohabitation, selon moi, c'est un symptôme d'une fragilisation du tissu social. Et malheureusement, c'est encore les organismes et les personnes que nous desservons qui doivent porter le fardeau de la cohabitation. On n'a jamais posé la question aux promoteurs, au Quartiers des Spectacles, aux promoteurs de condominiums qui voulaient redévelopper. Ils voulaient redévelopper les quartiers populaires à comment eux allaient faire pour cohabiter avec les populations, avec les personnes qui étaient déjà en place dans ces quartiers-là. Ils sont, selon moi, des envahisseurs. Ils viennent coloniser un endroit.

Commissaire :

Vous pensez qu'ils ne sont pas au courant qu'ils s'établissent dans un ancien quartier ouvrier ou des groupes...

Alex Berthelot :

Ils sont au courant, mais ils s'en tapent. La gentrification est, selon moi, une forme de néocolonialisme qui fonctionne en déplaçant les populations qui sont déjà établies, en éliminant les ressources qui rendent leur habitation possible pour pouvoir ensuite déclarer terre nulle, tout comme les premiers colons ayant mis pied à Tiohtià:ke Mais le contexte est pareil. La terre est déjà habitée. Le choix du milieu, le style de vie doit se faire en conséquence de la vie que tu veux avoir. Ton choix de résidence devrait être fait en milieu du style de vie qui existe déjà là. Ce n'est pas au milieu de vie à s'adapter à ton style de vie. La dernière chose que je veux parler aujourd'hui, c'est le principe de l'action communautaire autonome.

Commissaire :

C'est parce que je veux te ramener après à quelque chose d'antérieur.

Alex Berthelot :

Tu peux aller à l'antérieur. On va aller là avant, puis ensuite, je vais parler de l'action communautaire autonome.

Commissaire :

Bien, c'est parce que je te sortais directement de ce que tu as dit. C'est quand tu nous as parlé au départ de ton expérience personnelle en disant, « Moi, si je n'avais pas eu les organismes communautaires qui m'ont aidé dans mon cheminement, je ne serais probablement pas là. » Et nous, on entend parler énormément des besoins des gens, mais on n'entend pas souvent parler de la personne qui nous explique son cheminement. Puis, tu sais, entre la personne que tu nous as adressée au tout début, qui était arrivée à Montréal, sans domicile fixe, qui était en besoin de ça, puis l'éloquence, puis l'expérience qu'on a devant nous maintenant, il y a tout un cheminement. Et tu nous dis, les organismes communautaires nous ont aidés à ça. Et je voulais te demander, est-ce que tu acceptes de nous parler un petit peu de ce cheminement-là qui t'a amené, puis c'est le tien, ce n'est pas nécessairement toujours répliquable pour chaque personne.

Alex Berthelot :

Non, ce n'est pas nécessairement représentatif de tout le monde.

Commissaire :

Mais c'est une réalité.

Alex Berthelot :

Mais je vais vous parler de ma réalité. Je vais retourner un peu plus sur mon cheminement. Moi, je suis débarqué à Montréal en 1999 sur un train de marchandises dans le sud -ouest de Montréal. J'étais sans domicile fixe. Le premier organisme communautaire que j'ai connu, c'était dans la Rue via la fameuse roulotte qui distribue des hot -dogs. À ce moment-là, je devais avoir 16 ans. J'ai commencé à fréquenter le centre de jour, le Dans la rue, et ensuite le Bunker, qui est leur lieu d'hébergement au centre -ville de Montréal. Pendant ce temps-là, je consommais beaucoup de drogue. J'ai connu Cactus Montréal. J'ai connu spectre de rue, les organismes en réduction des méfaits. Et si je suis ici aujourd'hui et pas atteint du VIH, pas atteint de l'hépatite C, et pas mort d'une surdose, c'est grâce à ces organismes-là. Si j'ai réussi à me trouver une autre voie, c'est grâce à Dans la rue, qui m'a offert la première possibilité d'avoir un emploi.

Commissaire :

Comme travailleur de rue ?

Alex Berthelot :

Non. Je lavais les draps au refuge. OK. C'était ma job. Je lavais les draps, puis je servais la bouffe. That's it. C'était ma job. C'était... C'était simple. C'était facile. Mais ça m'a donné le goût de d'autres choses.

Commissaire :

Bien sûr.

Alex Berthelot :

Puis, ce que je ne peux pas souligner assez, c'est... c'est la liberté de mouvement que j'avais dans ce temps-là entre les différents organismes. Parce que je fréquentais Dans la rue. Je fréquentais ce qui était le Rock-aide aux-jeune, qui était sur la rue Beaudry. Je fréquentais le Refuge des jeunes de Montréal. Je fréquentais Cactus Montréal. Donc, j'avais la liberté de me promener entre toutes ces ressources-là, qui étaient à proximité et qui offraient chacun des services différents, individualisés, selon leur approche, selon leur parcours. Puis, c'est l'ensemble de cet écosystème-là de ressources communautaires qui était... à proximité, qui était là où mes besoins étaient, qui m'a permis d'y aller.

Commissaire :

Tantôt, tu parlais de l'importance de respecter le goût de la personne dans son logement. Donc, je fais le parallèle en termes de respecter l'autonomie et les désirs. C'est un peu ce que tu nous dis dans ton cheminement. C'est — à — dire, il y a eu plein de monde qui était là, mais qui ont respecté mon parcours. Et quand tu allais à droite ou à gauche, tu avais une personne à droite qui t'aidait, une personne à gauche.

Alex Berthelot :

Mais qui respectait mon rythme, qui respectait mon cheminement.

Commissaire :

Puis, j'ai l'impression aussi que c'est ça qui vous a créé un réseau à Montréal. Un réseau de connaissances, pas juste de gens qui t'aident, mais de gens qui t'en présentent d'autres, avec lesquels tu peux socialiser.

Alex Berthelot :

Oui, puis ce n'est pas juste socialiser, c'est grâce aux relations que j'ai développées, avec mes intervenants, que les opportunités se sont débloquentées pour moi, peu à peu. Comme j'ai dit, j'ai commencé à travailler. Dans la Rue m'a aidé avec mon retour à l'école. Tu sais, à un moment donné, je suis retourné faire un certificat en services communautaires à Concordia, mais Dans la Rue, ils m'avaient soutenu pendant ce temps-là. Ils m'ont d'ailleurs engagé, par la suite de ce certificat-là, en tant qu'intervenant, ma première vraie job en intervention, c'était avec l'organisme qui m'a aidé à m'en sortir.

Commissaire :

Vous fréquentez déjà les philosophes ou c'est venu après ?

Alex Berthelot :

Ça, c'est venu après. Écoute, je suis retourné encore à l'école plus tard dans la vie, dans ma trentaine. J'ai voulu devenir prof avant qu'on me dise qu'est-ce que je devais enseigner comme cours d'histoire, puis j'ai dit non, non. Je ne raconte pas. Je ne pourrais pas aller mentir à des enfants à 35 heures semaine. Donc, j'ai fait une maîtrise en histoire. C'est peut-être là que j'ai commencé à fréquenter plus les philosophes, mais c'est toutes des affaires qui sont en ligne avec mes positionnements politiques depuis à peu près toujours.

Commissaire :

OK. On a compris. Merci pour le cheminement. Étant donné qu'il y a des gens, je vais te laisser conclure, parce qu'il y aurait bien des choses à pouvoir conclure.

Alex Berthelot :

Oui, il y a bien des affaires que je pourrais vous dire, mais je veux quand même terminer sur le principe de l'action communautaire autonome. OK.

Les organismes communautaires sont autonomes. Ce n'est pas à la Ville de réglementer notre emplacement. On est des citoyens corporatifs, comme tous les autres citoyens corporatifs de la Ville. On achète un bâtiment, on achète un bâtiment, tant qu'on respecte les règles de zonage qui sont en place.

Commissaire :

Mais comment est-ce que la Ville... interfère ?

Donne-moi un exemple.

Alex Berthelot :

Bien, là, moi, c'est ma crainte de la consultation publique présente, que la Ville se cherche à se créer des outils pour intervenir et interdire l'emplacement d'organismes communautaires dans certaines zones. Expliquez-nous ça. Écoute, je regarde simplement la saga que nos collègues à Benoît Labre ont vécue à l'ouverture de leur... de leur centre d'hébergement. Parce que c'est premièrement et avant tout un centre d'hébergement, la Maison Benoît-Labre.

Commissaire :

36 logements.

Commissaire :

36 logements, puis c'est... Un centre de jour.

Alex Berthelot :

Un centre de jour, puis là — dedans, il y a deux cubicules de consommation supervisée qui ne sont d'ailleurs pas en fonction en ce moment. Ah oui, je ne savais même pas. Bien, tu sais, quand je regarde toutes les interventions médiatiques, les interventions des conseillers municipaux, les interventions au niveau de la Ville, c'est à ce moment-là. Puis là, la consultation publique qui sort après ça. Moi, je vois la Ville qui essaie de s'outiller pour commencer à réglementer où, quand et comment un organisme communautaire indépendant qui cherche à aider des gens peut s'implanter dans un quartier.

Commissaire :

Tu penses que la consultation... Excuse-moi, là, je te tutoie.

Alex Berthelot :

C'est ma crainte.

Commissaire :

C'est ta crainte. Que la consultation pourrait donner des outils à la Ville pour être encore plus restrictive quand les organismes ont trouvé un lieu, sont capables de payer l'emplacement et la construction ou l'achat, mais que la Ville mettrait des obstacles ?

Alex Berthelot :

Oui, puis on voit déjà des choses comme ça qui se développent au niveau provincial, tu sais, au niveau des centres de consommation supervisés. Il y a de

la législation sur la table qui veut légiférer sur les endroits auxquels on peut s'implanter.

Commissaire :

Ah oui. Ah oui. Ça, c'est la santé publique qui vous dit ça ?

Alex Berthelot :

Non, ce n'est pas la santé publique. C'est l'Assemblée nationale.

Commissaire :

L'Assemblée nationale ferait une loi pour dire à la santé publique quand vous donnez le go pour un centre d'injection supervisé, on vous demande...

Alex Berthelot :

De légiférer sur les critères de proximité d'une école, d'une garderie, etc.

Commissaire :

Je peux vous poser une question ? Oui. On n'a pas enregistré.

Alex Berthelot :

Mais là, je n'interviens pas comme SCS.

Commissaire :

Non, non.

Commissaire :

Tu sais, moi aussi, je te tutoie. La Ville, tu sais, n'a pas inclus les sites. Oui. Les sites de consommation supervisés dans notre mandat, dans notre étatement. Est-ce que, penses-tu que ça a un lien avec ce que tu viens de dire ?

Alex Berthelot :

Moi, je pense qu'il y a un lien avec la législation provinciale. Qui s'en vient. Parce qu'ils savent déjà que ça, ça va être pris en charge par le provincial d'exclure de cette consultation-là. Mais ce que je voulais juste terminer sur l'action communautaire autonome. Oui. C'est qu'on est des citoyens corporatifs. On est également nos propres instances démocratiques. Il n'y a pas un OSBL de bienfaisance au Québec qui ne fonctionne pas sur un modèle démocratique. Si les citoyens, si les personnes veulent avoir leur mot à dire d'où, quand, comment nos instances s'implantent, nos services s'implantent, je les invite à se présenter à nos assemblées générales annuelles. Je les invite à venir porter leur

candidature sur nos conseils d'administration qu'on peine à combler pour contribuer positivement aux changements dans leur quartier au lieu de dire on ne veut pas ça à côté de chez nous. Et je termine simplement par dire si, à un moment donné, tous les organismes communautaires de Montréal fermaient nos portes pour une semaine. Ça serait la catastrophe et vous verrez vraiment l'ampleur des crises multiples qu'on vit en ce moment, que ce soit les opioïdes, que ce soit le logement, que ce soit la fragilisation du tissu social. Vous le verrez vraiment. Mais c'est quelque chose qui ne se concrétisera jamais parce que nous, les ressources communautaires, on refuse, on refuse de jouer à la politique avec les vies des personnes.

Commissaire :

Merci, merci.

Commissaire :

Une question.

Commissaire :

Oui, rapidement.

Commissaire :

Ce que vous dites, la gentrification, l'inversion coloniale, rien de neuf. Ce n'est pas récent. Ça date depuis... Alors, le verre est moitié vide ou moitié plein ?

Alex Berthelot :

Je te dirais la solution est déplacée. La solution n'est pas de réglementer. La solution n'est pas de réglementer les organismes communautaires et leur emplacement. La solution est de bien financer les milieux d'aide et qu'il y en ait plus pour donner le choix aux gens et de ramener parce que c'est une autre affaire que je peux témoigner à travers les années. C'est un peu le fordisme de l'aide communautaire. On cherche des économies d'échelle pour pouvoir survivre parce qu'on est sous-financé. Donc, on cherche à avoir des économies d'échelle pour pouvoir rendre tous les services que les gens ont besoin. Mais on n'est pas capable de rendre de façon adéquate. C'est de ramener l'action communautaire à l'échelle humaine. Parce que c'est premièrement et avant tout une intervention humaine qu'on fait. On travaille avec des personnes. Et ce n'est pas une industrie.

Commissaire :

Merci, mon grand.

Alex Berthelot :

Merci. Merci beaucoup. Ça me fait plaisir.

Alex Larein

Alex Larein :

Salut.

Commissaire :

Est-ce que vous voulez vous présenter ? Bien sûr.

Alex Larein :

Alors, moi, je m'appelle Alex. Alex Larein. Je suis étudiant en intervention sociale. Et actuellement, je fais un stage dans un organisme communautaire au quartier Villeray. C'est la COPATLA au 660 rue Villeray. Donc, je suis ici avec des collègues à moi et des camarades de classe.

Commissaire :

Est-ce que vous avez dit que c'était à PACT de Rue ? Non. Votre organisme communautaire, c'est ?

Alex Larein :

COPTALA. Centre C - O — P — T — L — A. OK. OK. Et je suis ici avec des collègues à moi, Lynn et Babacar. Et je ne vais pas prendre longtemps, juste deux minutes pour parler de l'itinérance aussi cachée. Parce qu'on n'en parle pas beaucoup. Nous, dans notre organisme, on fait face à des personnes. Des personnes qui, malheureusement, se retrouvent en situation d'itinérance cachée, généralement due à des violences conjugales. Et que ce soit des hommes ou des femmes, ces gens se retrouvent soit dans leur voiture, sofa auprès des amis, des sièges de restaurant, de fast -food pour passer la nuit. Parce qu'une fois qu'une procédure est entamée, que ce soit un homme ou une femme qui est violent ou a été victime de violence envers son ou sa conjointe, le système judiciaire le met complètement à la rue. C'est un homme qui travaille, mais n'a pas à cause de la compétition dans le monde du logement. Et beaucoup de personnes aussi, ils se retrouvent à loger dans sa voiture. Donc, quand il reçoit une injonction d'éloignement envers sa conjointe, le système ne pense pas où il

va aller vivre, où il va aller rester. Et vu que nous, on prend beaucoup en charge ces gens qui sont pour la gestion de la colère. Vu qu'on fait dans le... Sur la réduction des méfaits, on a beaucoup de personnes qui viennent sous l'injonction du juge pour faire une thérapie de 15 semaines sur la gestion de la colère. On retrouve aussi à faire du mieux qu'on peut à gérer leurs problèmes d'itinérance. Et malheureusement, on est vraiment limité. Comme tous les organismes communautaires, on est vraiment limité, que ce soit en termes de personnel ou de moyens ou même de ressources. Et même la ville de Montréal ne pense pas vraiment à ces gens-là qui souffrent d'itinérance cachée. Donc, dans le meilleur des cas, ça sera aussi dans l'élaboration d'une solution. Pensez aussi à eux parce que se retrouver, qu'on soit une nouvelle personne itinérante ou qu'on y soit depuis des années, la réalité est la même. C'est vraiment difficile. On peut se retrouver à faire de la consommation, travailler pour le sexe, pour s'en sortir et autres. Donc, c'est vraiment difficile. Et dans le meilleur des cas, comme j'ai stipulé, ça serait qu'on pense à eux. Donc, je ne sais pas. Si mes collègues auraient autre chose à augmenter ou on s'arrête là.

Commissaire :

J'aurais peut-être une question d'échange. Parce que c'est très pertinent ce que vous apportez au niveau de l'itinérance cachée. Dans le sens où on parle beaucoup de crise d'itinérance. Mais évidemment, quand on parle de crise d'itinérance, c'est l'itinérance visible qui dérange jusqu'à un certain point. On n'aime pas la voir. Ça nous confronte. On peut vivre toutes sortes de choses. Mais le fait qu'on la voit, on sait davantage qu'elle existe. Et pourtant, il y a beaucoup de gens qui vivent dans une précarité ou dans une détresse aussi grande que certaines personnes qu'on voit dans la rue. Mais c'est davantage caché. Et le défi qu'on a et que plusieurs semblent avoir, c'est comment rejoindre ces personnes-là. À la limite, la personne qui dort sur un banc dans le métro, ça ne veut pas dire que beaucoup de monde vont le faire. Mais il y a possibilité d'aller lui parler, de faire les choses. L'itinérance cachée, par définition, elle est cachée. Et c'est difficile de rejoindre. Est-ce que vous avez des choses à nous dire sur comment rejoindre, comment aider ces gens-là qui, par définition, sont justement cachés ? Cachés, en fait.

Alex Larein :

Ils sont cachés, mais de manière générale. Mais pour les organismes qui sont vraiment proches d'eux, ils sont au courant. Donc, être vraiment à l'écoute des organismes communautaires. Parce que pourquoi j'ai choisi un organisme communautaire pour mon milieu de stage ? C'est à cause de la proximité. Elle est vraiment proche des gens. Et moi, j'habite dans le quartier. Mon organisme

est dans le quartier dont je suis vraiment impliqué. Donc, le meilleur des cas pour mieux les reconnaître, c'est de demander ou d'être plus à l'écoute envers les organismes communautaires. Savoir vraiment, parce que quand tu es dans un organisme communautaire, tu as ton mandat. Mais ton client, il te parle de ses autres problèmes. Malheureusement, tu ne peux pas faire grand -chose. Tu es limité à ce que ton mandat. Tu es limité à ton mandat envers les ressources que tu as. Donc, être à l'écoute de ces organismes. Ces organismes communautaires -là vont vraiment donner un coup de pouce pour mieux reconnaître ces gens en situation d'itinérance cachée.

Commissaire :

Donc, les organismes eux -mêmes, ils connaissent le reportage ?

Alex Larein :

Oui.

Commissaire :

Et c'est difficile de quantifier cette population qui est pas visible. Malheureusement, elle est cachée.

Commissaire :

Évidemment.

Alex Larein :

On nous a beaucoup parlé d'étudiants étrangers qui viennent et qui se massent à 5, 6 dans des tout petits appartements qui, à un moment donné, vont avoir une rupture d'argent qui arrive de leur famille. Au contraire, c'est eux qui devraient peut -être le faire parce que les choses vont mal dans les endroits, dans leur pays d'origine. Et il y a de plus en plus de situations où l'itinérance cachée, touche des étudiants. Moi, ça, c'est quelque chose que j'ai appris pendant cette consultation.

Commissaire :

Et moi aussi. J'ai aussi des femmes. Beaucoup de femmes. Des problèmes spécifiques aux femmes qui, souvent, vivent l'itinérance cachée. Des étudiantes cachées, oui. Pour les problèmes qui sont... qui s'appliquent aux femmes plus qu'aux hommes.

Alex Larein :

Donc, d'abord, pour revenir sur les étudiants, effectivement, pour... En tant qu'étudiant, il y en a beaucoup qui sont vraiment entassés dans des petits logements parce que, d'abord, le logement est compétitif. Et ça coûte cher. Et ça coûte cher, exactement. Donc, quand tu trouves un logement que tu peux te permettre, il y a vraiment beaucoup de personnes. Et puis, les étudiants, ou bien les étrangers en général, pas seulement les étudiants, sont retrouvés à d'autres réalités qu'on parle au pays. Pour avoir un logement, on va te demander code de crédit, enquête de crédit. Alors que tu es arrivé, il n'y a même pas deux semaines, tu n'as même pas de carte de crédit. Donc, c'est surtout pour ça. On va te demander, c'est quoi ta cote de crédit ? Alors que l'étudiant étranger ou l'immigrant, il n'a pas ça dans son pays d'origine. Donc, là, c'est vraiment un gros blocus et vérification. As-tu un emploi ? As-tu de l'aide sociale ? As-tu des ressources pour t'en sortir ? Les trucs comme ça. Donc, c'est vraiment compliqué pour les étudiants et les immigrants en général. Et pour parler des femmes, malheureusement, comme... À la COPATLA, on a plus des hommes qui sont violents. Mais les femmes aussi en situation d'itinérance cachée reviennent dans le fait où beaucoup de femmes vont fuir leur conjoint violent. Et malheureusement, déjà avec une honte d'être une femme battue, avouer encore que cette même femme est en situation d'itinérance, c'est vraiment compliqué. Ça touche vraiment sa personne, ça salit vraiment sa personne. C'est pourquoi, généralement, elles se retrouvent en situation d'itinérance cachée, comme j'ai mentionné. Malheureusement, après le boulot, pour celles qui travaillent, elles n'osent pas avouer qu'elles n'ont pas où dormir. Au revoir à ses collègues. Et puis, voilà, on se retrouve à passer la nuit dans la voiture ou dans les fast — foods.

Commissaire :

Avec des gens qui travaillent. Oui. Est-ce que vous voulez vérifier auprès de vos collègues s'ils veulent intervenir ?

Alex Larein :

En tout cas, je les invite à venir me rejoindre s'ils ont quelque chose à dire.

Commissaire :

Ils ont l'air de dire. C'est ça.

Commissaire :

Bien, écoutez, Alex, je veux vous remercier parce que, sachez que nous, on est très sensibles à cette réalité-là de l'itinérance cachée. Il ne faut pas que dans notre analyse et dans nos recommandations, on l'éclipse. Parce que c'est bien beau de dire, tu sais, on parle de gens qui dorment dans la rue, puis si du jour au lendemain, on trouvait une solution, puis qu'il n'y en a plus personne qui dort dans la rue, c'est comme si on avait l'impression que la détresse, puis tout ça, c'est réglé parce qu'on ne les voit plus. Alors que, justement, il ne faut jamais oublier que pour plusieurs personnes qui dorment dans la rue, il y en a probablement plus qui vivent des situations où ils se débrouillent comme ils peuvent. Puis notamment, en tout cas, ce qui nous sensibilise, pour lequel on est très sensibles, c'est beaucoup de femmes qui acceptent malheureusement de rester dans des contextes très, très difficiles pour elles, la violence conjugale ou même des fois, là, troquer un hébergement pour un échange sexuel ou une faveur sexuelle. Oui. C'est des drames que ces femmes-là, tout particulièrement, peuvent vivre. On n'oublie pas ça, mais merci de nous aider, puis de nous encourager encore plus à ne pas l'oublier.

Alex Larein :

De rien. Je veux juste terminer en disant que malgré le fait qu'à Montréal, il y a quand même pas mal de ressources pour aider ces femmes-là, malheureusement, il y a beaucoup plus de femmes que de ressources. Montréal est vraiment développée sur le sujet, mais malheureusement pas assez. Merci beaucoup.

Commissaire :

Merci beaucoup.

Orlando Nicoletti

Commissaire :

Oui. Alors, quel est votre nom ?

Orlando Nicoletti :

Donc, je m'appelle Orlando. Oui. Orlando Nicoletti. Je me présente. Je suis un étudiant chercheur en sociologie. Puis, j'étudie la façon dont le gouvernement utilise la police et la criminalisation pour gérer certaines

populations défavorisées à travers la violence essentiellement. Donc, j'ai quelques points que je voudrais faire. Donc, le premier, c'est que je voudrais vous demander de faire très attention à l'instrumentalisation de la notion de cohabitation. Je suis évidemment d'accord que la cohabitation est très importante. On est dans une ville qui est faite de groupes et de personnes différentes. Et il faut évidemment trouver un moyen de cohabiter de façon harmonieuse. Mais la cohabitation ne peut jamais être faite au détriment des droits fondamentaux d'un groupe social. Et pourtant, c'est exactement la situation à Montréal depuis presque 30 ans. La ville agit comme si le confort des citoyens aisés serait équivalent au respect des droits fondamentaux des personnes itinérantes. Je vais vous donner quelques exemples. Donc, par exemple, la ville continue la ville a démantelé des campements. Et apparemment, ils font ça pour faire plaisir à certains résidents qui se plaignent, à certains commerçants, mais aussi pour faire avancer les intérêts économiques et politiques de la ville. Et je rappelle que chaque démantèlement est une violation des droits humains. Donc, c'est pas rien. Et ça, c'est la Commission canadienne pour les droits humains qui l'explique. Donc, la ville utilise le confort et les petits intérêts de certains pour justifier la violation des droits humains des autres. Un autre exemple. La ville criminalise l'existence des personnes itinérantes. C'est encore là une discrimination qui est en violation totale des droits de la personne. Et c'est parfaitement documenté depuis le rapport sur le profilage social de la CDPDJ de 2009.

Commissaire :

Et qu'est-ce qu'elle criminalise ?

Orlando Nicoletti :

Elle criminalise l'existence des personnes itinérantes. Oui, l'existence. Ce qu'elles doivent faire pour pouvoir exister dans l'espace public, elle criminalise. Je comprends. C'est ce que la CDPDJ concluait en 2009, donc il y a 15 ans. Et par exemple, la CDPDJ avait exigé que la ville et le SPVM éliminent les dispositions réglementaires qui permettent cette criminalisation. Ça, c'est les 4 premières recommandations du rapport. Et pourtant, 15 ans après, la ville n'en a suivi aucune. Et selon tous les rapports et toutes les études, le profilage social des personnes itinérantes n'a fait qu'augmenter depuis 2009. Et encore une fois, je rappelle que par profilage social, on parle d'une police. Qui fait littéralement la chasse aux itinérants. Qui les abuse verbalement et physiquement. Qui détruit leurs possessions. Qui les force à se déplacer. Qui les humilie, les traumatise et parfois les tue. Parfois directement et parfois indirectement. Et tout ça aux ordres de la ville. Et encore une fois, tout cela est bien documenté par la CDPDJ, par

plusieurs consultations, par le RAPSIM. Et c'est l'expérience d'une immense majorité des itinérants à Montréal.

Finalement, un autre exemple, c'est le titre de la consultation de l'OCPM dont on est là. Qui dit les conditions de succès afin d'assurer la cohabitation sociale. Et une intégration harmonieuse des ressources pour les personnes en situation d'itinérance. Dans les quartiers de la métropole. Donc on sous -tend, en tout cas j'ai vraiment l'impression que certaines personnes sous -tendent. Que la création de services essentiels pour les personnes itinérantes devrait être conditionnée à l'approbation des résidents plus privilégiés. Donc tous ces exemples suivent une logique. Totalement asymétrique de déshumanisation. Il y aurait certaines personnes qui méritent toute l'attention de l'Etat. Certaines personnes pour qui l'Etat se mobilise pour répondre à tous leurs désirs. Même en utilisant la violence, même en mobilisant la police. Et puis d'autres personnes qui doivent lutter pour que l'Etat arrête simplement de violer leurs droits et leurs libertés. Donc la première chose, c'est que je vous demande s'il vous plaît. Si dans le rapport de consultation, vous pourriez clairement définir ce que la cohabitation est. Et ce qu'elle ne peut pas être. Il me semble vraiment important de définir une hiérarchie de priorité. En premier lieu, il faut assurer le respect des droits fondamentaux de tous. Et ça, ce n'est pas négociable. Et seulement ensuite, on peut parler des désirs de chacun en termes de cohabitation. Voilà. Donc ça, c'est le premier point que je voulais faire.

Commissaire :

En lien avec ce point-là, je comprends très bien et c'est bien articulé les enjeux de situer, des équilibres, disons, entre les droits fondamentaux et un confort. L'image est forte. Puis quand vous parlez, disons, du titre de la consultation, puis je ne suis pas là pour le défendre, je vais essayer de... Il y a l'enjeu par rapport à la ville, puis aux décideurs, puis aux instances. Mais on sait aussi, puis c'est là que je veux voir, on sait aussi qu'il y a dans notre société, les médias sociaux, les médias traditionnels, et ainsi de suite, et il y a eu à plusieurs moments des glissements de ce côté-là. Comment on compose, c'est — à — dire le dit confort, des fois, est vu comme étant une catastrophe par les populations. Comment on doit composer pour créer, recréer un certain équilibre quand il y a un glissement médiatique ou un glissement dans les médias sociaux qui amène à dire, bien là, ça n'a pas d'allure, donc c'est trop proche des écoles, et ainsi de suite. Puis là, je ne parle pas des décideurs qui doivent être au -dessus de ça normalement, bien qu'ils soient influencés, mais comment on compose avec ça ?

Orlando Nicoletti :

Bien, le problème, c'est que c'est une question de pouvoir politique, en fait. Au fond, la situation est telle qu'elle est parce qu'il y a certaines personnes qui ont du pouvoir politique et d'autres personnes qui ne l'ont pas. Et les personnes qui ont plus de pouvoir font avancer leur intérêt, au dépit des droits humains et tout ça. Donc, même si on est officiellement dans une démocratie, en réalité, on n'habite pas tous dans un régime démocratique. Certaines personnes sont soumises à un régime, en fait, autoritaire, parce que les personnes qui sont soumises à la violence de la police, avec une impunité totale de l'institution policière depuis des décennies, dans les faits, leurs droits ne sont pas respectés, leurs libertés ne sont pas respectées, et les décideurs ne sont pas au-dessus de ça. Au contraire, c'est eux qui encouragent, en fait, ça. Donc, à la base de tout, il y a un problème de pouvoir. Et l'OCPM, je ne pense pas peut, en fait, ce qu'il faut, c'est vraiment un travail politique, en fait, de base, pour constituer un pouvoir politique qui défend les intérêts des personnes défavorisées. Et l'OCPM, ce que vous pouvez faire est limité, mais ce que vous pouvez faire est, au moins, d'être clair sur qu'est-ce qu'est la réalité. Donc, qu'est-ce qui est juste, quelle est la hiérarchie des choses, et puis aussi dire les choses clairement sur l'action de l'État, sur l'action de la police, et aussi sur le commentaire des citoyens, parce que je sais que plusieurs citoyens, plusieurs groupes citoyens, sont en train de faire ça et qu'on a des citoyens, même des commerçants, sont venus parler à la consultation avec un peu la mentalité que leur confort devrait justifier une violence policière contre les itinérant en déplacement des campement, l'élimination des ressources, tout ça. Donc, je conçois que la consultation, le but, c'est d'écouter les préoccupations de tous, mais il faudrait aussi avoir la clarté et le courage d'expliquer que les préoccupations de certains sont soit injustes, soit doivent être relativisées, et puis réfléchir à comment, s'il y a en effet des citoyens qui ont cette volonté-là, quelles sont les recommandations pour en fait changer leur volonté, ou en tout cas limiter leur pouvoir ou leur influence, au lieu d'encourager leur prépotence.

Commissaire :

Vous savez, le CPM a fait toutes sortes de choses dans sa vie, et elle a rarement manqué de courage. C'est bien. Je peux vous dire ça. Et je ne vous donnerai qu'un exemple, puisque j'ai été assez impliquée dans cette consultation-là, et les choses ont été mises sur la table. Avec Judy Gold et trois autres commissaires, on a fait la consultation sur le racisme et la discrimination systémique dans les compétences de la Ville de Montréal. Et les points étaient sur les i. Et quelque part, honnêtement, je pense, que ça a été un moment pivot dans l'histoire de la Ville. Donc, vous ne nous direz pas exactement comment écrire notre rapport, mais sachez qu'on a l'esprit large.

Orlando Nicoletti :

Oui, je sais, parce que j'étudie les consultations et les conséquences de consultations. Donc, je suis d'accord aussi avec le rapport de 2020. Mais comme le rapport de 2009 -2011 étaient tous des moments pivots dans la vie de la Ville, mais c'est ça, en fait, le deuxième point que je voulais faire, c'est justement réfléchir à... Voilà, donc, ce n'est pas la première consultation sur l'itinérance. Il y a eu le rapport de 2009 de la CDPDJ. Il y a eu la consultation de 2017 sur le profilage social et racial. Et puis, sur d'autres sujets similaires, comme le racisme, il y a eu d'autres consultations. Et à chaque fois, on se rend compte, au final, qu'on comprend très bien le problème, que les solutions sont claires, et puis les rapports finaux, que ce soit de la CDPDJ ou de l'OCPM, expliquent très bien quelles sont les solutions dans leurs recommandations. Mais qu'est-ce qui se passe ensuite ? Eh bien, sur le cas de l'itinérance, la Ville et le gouvernement provincial ont totalement ignoré les recommandations, et la situation n'a fait qu'empirer. Et typiquement, le profilage social et racial, on est là. Ça fait 15 ans qu'on sait que ces problèmes existent. Les recommandations sont toujours là, sont toujours dans le rapport. Mais la Ville, le gouvernement provincial ont fait tout ce qui est dans leur pouvoir pour éviter de mettre en place... les recommandations.

Donc, je voulais vous encourager à réfléchir à comment vous pouvez rendre votre rapport plus politiquement effectif. Parce qu'une chose, c'est de dire les choses bien, ce que vous faites, en effet. Mais après, il y a une réflexion à faire aussi sur comment on peut éviter qu'elles soient instrumentalisées ou ignorées. Et donc, oui, moi, dans mon étude, le conseil que je vais vous donner, c'est d'être très précis dans vos recommandations, et de clairement indiquer quelles recommandations sont fondamentales, nécessaires et non négociables, et quelles recommandations sont secondaires. Et un bon exemple, par exemple, sur le profilage social et racial, c'est le rapport, le deuxième rapport qui a été sorti l'année dernière par Victor Harmoni et d'autres chercheurs, où, alors que dans le premier rapport, ils avaient fait une série de recommandations assez faibles et qui, au final, n'ont rien changé, dans nos rapports, ils ont fait une seule recommandation. On voit quand même que la Ville continue à repousser. Mais en ayant été aussi clair, ils forcent la Ville à admettre ces contradictions, et puis ça rend les choses plus compliquées, ça rend l'évitement plus compliqué. Parce que si, et donc dans ce rapport aussi, si vous ne faites pas preuve de cette clarté et de cette hiérarchie, on va dire, des recommandations, la Ville va simplement

se concentrer sur les réformes qui sont politiquement faciles, qui ne gênent pas les personnes qui ont un pouvoir politique, les personnes qui sont privilégiées, qui sont influentes, et en ignorant toutes les réformes sérieuses et structurelles, qui pourraient vraiment changer les choses. Donc s'il vous plaît, ne leur donnez pas cette possibilité, sinon dans dix ans, on se retrouvera encore ici, et entre - temps, des milliers de personnes vulnérables auront continué à souffrir et à mourir. Donc ça, c'était le deuxième point. Et ensuite, le dernier point que je voulais faire, et ça encore, c'est relié à ma recherche. D'abord, je voulais faire écho aux critiques de EMMIS, de l'autre intervenant. Et puis, je voulais parler aussi des escouades mixtes, parce que ça, c'est vraiment mon sujet de recherche, et je voulais dire clairement mon opinion, que les escouades mixtes ne sont pas une chose positive, et je voulais vraiment insister sur ça. J'ai co - écrit un rapport sur les escouades mixtes pour le RAPSIM, que quelqu'un vous a peut -être remis. Nous avons lu.

Commissaire :

Ok, très bien.

Orlando Nicoletti :

Et le rapport explique que les escouades mixtes sont nocives pour les personnes itinérantes et pour le milieu communautaire. Et j'écris en ce moment mon mémoire sur l'histoire des escouades mixtes à Montréal de 2009 à aujourd'hui. Et ce qui ressort, c'est que leur fonction n'est pas d'améliorer la situation sociale, mais plutôt de permettre au gouvernement de prétendre qu'ils qu'ils font quelque chose de positif, tout en ignorant les recommandations qui avaient effectivement été formulées par les groupes communautaires. Et donc, après 2009, après le rapport du projet de la sociale de la CDPDJ, c'est l'exemple typique. Il y a une série de recommandations très, très claires. L'État, que ce soit au niveau municipal ou provincial, n'en fait presque aucune, mais il développe ces escouades mixtes qui prétendent qu'elles sont une solution. Il se trouve qu'elles ne sont pas une solution, qu'en fait, elles empirent les choses. Mais ce qui est important, c'est de comprendre qu'en fait, il y a certaines réformes dont le but est d'éviter de changer les choses. Et donc, je vous demande encore de ne pas donner l'opportunité à la Ville d'avoir en main des réformes qui sont faciles à faire et qui peuvent être utilisées pour éviter de faire toutes les autres choses plus importantes. Voilà. C'est tout. Merci. Merci beaucoup. Merci beaucoup pour la clarté.

Commissaire :

Merci, Orlando. Merci beaucoup.

Emmanuel

Commissaire :

Bonjour.

Commissaire :

Merci d'être là. Est-ce que je peux avoir votre nom ? Emmanuel. Emmanuel, bonjour. Bonjour. Qu'est-ce que vous aimeriez nous dire aujourd'hui ?

Emmanuel :

Je ne sais pas. On commence où, ma foi ? Là, je m'entends un écho. Ça m'énerve. Moi, je suis dans la rue, en gros. Donc, c'est avec moi qu'il faut cohabiter. C'est avec vous que je dois cohabiter.

Commissaire :

C'est super.

Emmanuel :

Que tout le monde parle. Je ne voulais pas que ça se passe sans moi. Ça fait que c'est ça. Ça se voit là.

Commissaire :

Comment ça se passe, la cohabitation, justement ?

Emmanuel :

Et calvaire. C'est ça. Il n'y a pas de cohabitation, ma foi, du bon Dieu.

Commissaire :

Pourquoi ?

Emmanuel :

Autant d'un bord que de l'autre. Je veux dire, les deux se crachent dessus et ne s'écoutent pas. L'un ne respecte pas l'autre. J'ai réussi à comprendre autant ceux qui sont dehors que les commerçants et les résidents. Mais il faut quand même les aider, ce monde-là, qu'ils le laissent. Donc, ça ne cohabite pas pour l'instant. Moi, j'ai passé un an à Favreau. Ce n'était pas de la cohabitation.

C'était de la survie, je pense, d'un bord comme de l'autre. Il y avait zéro service là, ma foi, du bon Dieu. C'était... C'est sûr que je calme depuis un an et demi. Je vois mieux ma tante. Je veux dire, c'est moins de fou. Sinon, il n'y a pas de cohabitation. C'est tasse — toi, disparaît. Va t'asseoir ailleurs. Assieds-toi pas dans les parcs. J'en ai vu qui ont eu des tiquets parce qu'ils erraient dans les parcs. On n'a pas de place d'ouverte, de bibliothèque de mettre dehors. Les ressources en tant que telles, il n'y a pas une ressource d'urgence qui est ouverte dans la journée. Ça te sacre dehors à 7 h le matin. Tu vas où ? Je veux dire, il n'y a pas plus de place. La bibliothèque, à un moment donné, ils sont écœurés aussi. Il n'y a pas... Les scènes de jour, je veux même, mais Bonneau, ça ne prend pas tout le monde. Mais voilà, on fait ce qu'on peut. Ça fait que c'est sûr. Il n'y a pas de cohabitation. Encore moins avec les touristes. On parlait du quartier des spectacles tantôt. Écoute, cet été, c'était rendu de la discrimination sociale, c'était... Vous partez, vous n'avez plus le droit d'être ici, à Place -des - Arts. Non, non, non, pas tout le monde. Non, non, non, juste vous, les itinérants.

Commissaire :

C'est qui qui vous ...?

Emmanuel :

Un agent de sécurité. Il y a eu un changement de direction à Place -des - Arts. Le nouveau boss a décidé qu'il nous envoyait son agent un matin en nous sortant ça. Ça fait que j'ai dit merci. J'ai été faire mes devoirs. Le lendemain, je suis revenu. Je lui ai jaser de discrimination sociale.

Ça appartient au ministère de la culture cette affaire là, ce serait dommage que... Mais c'est comme ça pas mal partout. Pareil, je veux dire, les centres d'achat, les agents de sécurité vont nous mettre dehors. La bibliothèque, on se fait que ferme-toi pas les yeux parce que tu sais...

Commissaire :

Tu n'as pas le droit de s'y sommeiller, de te reposer à la bibliothèque.

Emmanuel :

Tu as mal dormi probablement sur une chaise dans un refuge d'urgence parce que des lits, non, tu vas faire ta nuit sur une chaise. Ça fait que tu as marché sur le toute la journée dans la neige comme ça. C'est super le fun à traîner ton sac. Fait que non va pas te reposer. Ferme-toi pas les yeux. C'est sûr. Voilà. C'est compliqué. Dans les faits, les services sont... C'est ça qui est oui, bon, même dormir. Je veux dire, c'est pas... Il y a des centres. Oui, Bonneau, ils peuvent t'aider, mais il faut que tu sois chanceux qu'ils prennent.

Commissaire :

Pourquoi chanceux ?

Emmanuel :

Il faut que tu rentres dans les critères. Je veux dire, j'ai été pendant un an et demi au Café Mission. Excusez le... Mais je rentre pas dans les critères... Je ne suis pas délinquant, je ne suis pas assez... Je ne rentre pas dans les bons critères. Je n'ai pas tel âge, je n'ai pas ta... Ils ne peuvent pas. Bonneau, même affaire.

Commissaire :

Vous voulez dire que vous n'avez jamais accepté un logement de transition, un truc comme ça ?

Emmanuel :

Non, je trouve... Genre, c'est ça.

Je suis trop jeune, je n'ai pas 55, ça fait que je n'ai pas le droit. C'est trop sélectif. C'est souvent le même monde.

Commissaire :

Vous trouvez qu'il y a trop de règles. Il y a trop de règlements qui excluent encore du monde.

Emmanuel :

Oui. Oui, écoute, je le disais en joke l'autre jour, mais je suis victime d'âgisme. Je n'ai pas le droit d'aller au Pas -de -la -Rue.

Commissaire :

Parce que vous avez quel âge ?

Emmanuel :

Parce que j'ai 42, je n'ai pas 55. Ça fait que je n'ai pas le droit d'aller prendre un café là, moi. OK.

Non, non, non, c'est ça.

Ça a l'air con, mais si je faisais ça, avec des personnes âgées, on me taperait sur la tête.

Commissaire :

On a, Emmanuel, beaucoup d'organismes communautaires qui sont venus et qui travaillent très fort, visiblement, à aider les personnes en situation d'itinérance. Mais là, vous nous dites, bien, moi, il y a plein d'éléments qui ne me conviennent pas. Puis, finalement, vous dites, moi, je suis mieux dans ma tente. Qu'est-ce qui manque qui fait que... Bien, déjà... À moins que vous disiez, moi, mon idéal dans la vie, c'est d'être dans une tente. Peut-être pas. Ce que vous souhaiteriez, c'est autre chose, mais c'est autre chose. C'est quoi cette autre chose-là que vous souhaiteriez ?

Emmanuel :

Bien, déjà, je veux dire, un accompagnement, de l'aide, ça aurait été souhaitable, peut-être, au départ. C'est mon quatrième hiver, là. Peut-être un peu tard, mais moi non plus, je ne viens pas de Montréal, dans les faits. Je viens ici parce que tombe dans la rue sur la Rive -Sud, t'a a l'air con, un peu. Ils t'amènent dans une ville que tu ne connais pas. M'en va aller à Montréal, y va y avoir plus de choses. Malheureusement, le monde est devenu fou. Tout a triplé.... J'étais rendu où ?

Commissaire :

Au fond, ce que vous disiez, c'est que vous n'aviez pas accès à de l'accompagnement.

Emmanuel :

Non, c'est ça. Je veux dire, ils vont te permettre, oui, tu as un refuge d'urgence la nuit, mais à 7 heures le matin, tu t'en vas, et that's it, tu n'as rien d'autre. Il n'y a pas les ressources. Je veux dire, quelles ressources ? Ils m'ont-ils aidé à trouver un logement, à le payer ? Je la prends où, l'argent ? J'ai un chèque de BS, là. Techniquement, je peux travailler. J'ai travaillé toute ma vie. C'est juste que là, ce serait le fun de pouvoir remonter. Mais avec 850, je paye quoi ? Avez-vous le prix des chambres à Montréal ? C'est 750 en montant une chambre. L'organisme, pour plus, je veux dire, là, c'est rendu le gouvernement qu'il faut qu'il aide. Déjà que les organismes en font plus qui sont supposés justement pour rattraper le coup qu'elle baisse. On ne peut pas leur en demander encore plus. Et là, c'est plus haut qu'il faut que ça aille. Ce n'est même pas à la ville. C'est rendu provincial, voire canadien. Ça, c'est hors -sujet. Mais voilà. Les organismes font leur possible, ma foi, mais ils nourrissent le monde. Ils donnent des places comme ils peuvent. Mais ils ne peuvent pas faire plus. Il y a deux ans, à moins 40, pendant que Montréal faisait tout pour que personne ne couche dehors, j'ai trois organismes qui m'ont dit non, tu ne peux même pas rentrer te réchauffer à moins 40. C'était le troisième stationnement du

complexe. Sors de là à 3 heures du matin, tu déranges. Il n'y avait pas de char. Il n'y avait pas de service. Il n'y avait pas d'aide. J'ai fini au CHUM. J'ai pris un numéro me suis assis. Ils m'ont appelé une couple de fois y sont venus me voir. J'ai eu un problème de mémoire je te reviens. Dès que ça me revient, à 5 h 30, je suis parti dans le métro j'ai pu aller me réchauffer là. Sinon, il n'y en a pas de service. Les organismes sont ouverts dans la journée. La nuit, il n'y a rien. Sinon, il y avait Favreau. Je préfère ma tente. Quand il y a quelque chose, c'est mal.... Favreau, c'était un free — for — all, mais général, c'était autant dangereux pour le monde qui travaillait que le monde qui allait coucher là, physiquement comme mentalement. Ça me prenait mon rivau, parce que sinon, je ne sais pas, ça rendait fou.

Commissaire :

Mais vous disiez tantôt que vous êtes resté un an à Favreau.

Emmanuel :

Oui. J'étais fort.

Non, j'ai eu des pilules. C'est magique. Petites pilules et je m'en fous.

En tout cas, je campe. Mais ça aussi, ce n'est pas vraiment de la cohabitation, parce qu'il ne faut pas camper où on se voit. Sinon, on se fait tasser encore. L'augmentation est de 33 % de la population visible des sans - abris 2018 à l'année passée.

Le visible. Je ne sais pas si c'est juste. mon imagination qui voit l'invisible, mais j'imagine le chiffre. Je les vois, les campeurs, et effectivement, c'est au détriment des droits et du confort. Je le disais en réaction tantôt quand j'entendais mais Notre -Dame, le voisinage de l'hôpital Notre -Dame, ont parlé d'un recours collectif parce qu'eux autres, leur petit confort ont été... C'est du monde qui était dans la rue. Je veux dire, on peut — tu...

Commissaire :

Est-ce que vous avez subi, vous, des démantèlements ?

Emmanuel :

Non, j'étais chanceux, heureusement, parce que je ne suis pas dans un... Ce n'est pas un attroupement. Je suis tout seul dans mon bois, tranquille. Le plus proche est à trois minutes. Ce n'est pas une poubelle, ce n'est pas une piquerie, c'est propre, je n'ai pas de feu. Oui, je vais en faire pour manger, mais il n'y a pas de feu à côté de mon sleeping. Je n'ai pas eu la bonne idée de dormir avec une chandelle encore.

Commissaire :

Emmanuel, qu'est-ce que vous aimeriez qu'on dise à la Ville qui peut idéalement améliorer votre situation ?

Emmanuel :

Déjà, nous reconnaître aurait été pas pire. Là, elle l'a fait un peu tard astheure qu'elle s'en va. Quand je suis arrivé. Il n'y avait pas de problème d'itinérance à Montréal. Elle nous a reconnus un peu tard. Heureusement, elle a monté une bonne équipe. Nous voir, déjà, et calvaire heu... La police, c'est elle qu'elle écoute. Ce sont les citoyens qu'elle écoute. Quand ils démantèlent, quand ils envoient la police parce qu'il y en a un qui est trop fort, c'est peut-être plus de l'aide qu'elle a besoin. C'est ça qu'il faut que la Ville fasse. C'est aider. Moi, la police, sérieux, personnellement, j'en ai zéro confiance. J'ai zéro envie d'aller les voir. Parce que, justement, ils sont... Moi, je les vois plusieurs fois. Je les ai vus plusieurs fois défendre ceux qui démantèlent. J'en ai vu sortir du monde qui descendait à Favreau. Ils les amenaient là. Ils les traînaient en dehors du char. Ils crissaient la terre dans la neige là en sachant très bien qu'ils pouvaient pas rentrer. Ça c'est la Ville qui dirige ça, techniquement.

Commissaire :

Elle est responsable de son service de police. C'est ça que vous voulez dire.

Emmanuel :

L'Ombudsman nous disait que la Ville, c'est sa job aussi, l'eau potable. Non, c'est drôle, il n'y a pas d'eau potable. J'ai une chance que moi je campe dans Hochelag donc Je vais au Cap Saint — Bernabé. Heureusement, j'ai de l'eau là. Sinon, les parcs, on oublie ça. Les toilettes, on oublie ça. Les vidanges. Ils chialent contre les campement, ah ouais c'Est toute des poubelles. C'est des poubelles. Les ramassez-vous les poubelles ? Même si on les met sur le bord du chemin, vous les ramassez pas. Quand tu regardes, je lisais les documents de la charte de la Ville. Il faut inclure tout le monde et pas faire de distinction. Ils prennent même la peine de le dire que c'est la job de la Ville. Tu le dis, tu peux-tu le faire ? Ça te t'enteterais-tu de t'écouter ? C'est peut-être juste ça qu'il faudrait qu'ils fassent. Arrêtez de prendre d'année en année l'hiver comme étant une maudite surprise en décembre. Un plan d'urgence, ça serait le fun. Ça se prépare d'avance. J'ai juste 42 ans, mais l'hiver, ça revient. C'est cyclique. C'est sûr. C'est un gros bon sens.

Commissaire :

Comment avez-vous entendu parler de cette consultation-là

Emmanuel :

J'écoute dans les faits. Dans le temps que le journalisme existait encore, j'écoutais la TV. J'ai entendu l'annonce de la mairesse et le lendemain, j'ai dit, c'est quand ? C'est ou ? C'est qu'est-ce c'est ? C'est pas vrai qu'ils vont faire une consultation sur l'itinérance sans itinérant ? Parce que je le voyais bin trop venir. Mais ils l'ont...

Commissaire :

Vous savez, on reçoit des mandats quand ils demandent à l'OCPM de faire un travail. Et dans leur libellé, ils nous disaient qu'il fallait entrer en contact avec des personnes en situation d'itinérance. Ils nous l'auraient pas dit qu'on...

Emmanuel :

En même temps, ils vous ont mis des brides sur un temps. Tu sais, pas de campement, pas de... Je veux dire, il y a comme des bouts importants, mettons. C'est...

Commissaire :

Pensez-vous qu'on les a vus ?

Emmanuel :

Bien, j'espère, maudit. Je suis juste quelqu'un dans la rue, j'ai pas l'expérience de... Je me dis vous, vous l'avez vu certain aussi.

Commissaire :

Puis me dire qu'on les a entendus par tout le monde.

Emmanuel :

Bien, j'espère, calvaire. On en vient cyniques c'est décourageant.

Commissaire :

Vous savez, je veux souligner parce qu'il y a beaucoup de monde, il y a des gens de l'organisation et tout ça, de l'OCPM, puis une journée comme aujourd'hui, c'est pas une journée standard habituellement dans les consultations, mais on s'est dit, il y avait des personnes qui sont peut-être pas

confortables ou organisées pour venir à une audience formelle avec des écrits et tout ça. Et c'est une des raisons pour lesquelles on a fait une rencontre comme celle -là. Puis il y a toutes sortes d'autres actions qui ont fait qu'on essaie justement d'entendre, puis on est très à l'écoute, là, des personnes d'itinérance qui viennent nous parler de ce qu'ils vivent ou ce qu'ils ont vécu. Mais on le sait que c'est pas facile.

Emmanuel :

C'est sûr qu'ils vont être frileux parce qu'on les écoute pas de base. Ils sont habitués à ça.

Commissaire :

Oui, puis il y en a plein qui ont bien des problèmes à gérer avant de venir s'asseoir ici. Ça, on le sait aussi.

Emmanuel :

Dormir au chaud, au sec, ça l'aide à rien. C'est plus important que de se faire entendre. Dans l'ordre de préoccupation, je dirais. C'est pour ça qu'on est bien contents. Mais c'est ça. Heureusement, on peut quand même... Déjà que l'idée est... Le geste est là. Ils ont lancé... Il y a une consultation publique. C'est déjà bien. À cette heure, il faut juste... Ça finisse pas comme tous les rapports québécois sur une tablette.

Commissaire :

On va s'arranger pour faire de notre mieux.

Emmanuel :

Ah, j'ai confiance.

C'est sûr qu'on les remet, les rapports.

C'est que c'est pas juste municipal. C'est vrai. C'est au -delà de... C'est pas juste à la Ville. Le problème...

Commissaire :

Vous savez... Ça fait partie des messages qu'on peut passer. Nous, notre rôle, il va être d'analyser ce qui nous a été dit et d'aller chercher plus d'informations et plus de témoignages comme le vôtre et d'essayer de les traduire dans notre rapport. Ça va être... Faut pas oublier... Nous, on va avoir des perspectives qui sont d'un bord et de l'autre. Ça va être de traduire tout ça dans un équilibre. Ça se peut que c'est pas tout le monde qui soit totalement

content parce qu'on a écrit ça. Bon, ça, ça va. Mais, après ça, tout le monde craint est-ce que la Ville va le faire, le fera pas, écoute, écoute pas. Une des beautés d'une organisation comme celle -ci, c'est que les rapports, ils sont publics. Et tout ce monde-là qui ont parlé sont aussi légitimés de dire à la Ville

« Écoutez, on l'a dit, puis c'est ça qui a été écrit, puis c'est à vous de le faire. » C'est — à — dire que c'est pas nous trois qui va pouvoir dire « Hey, vous devez faire... » Nous, notre job, ça va être de mettre des recommandations. Mais c'est toutes les instances, toutes les gens, toute la population qui va pouvoir aussi être capable de dire à ses représentants, à la Ville, « Bien, nous, on trouve que c'est important d'aller de l'avant dans ce sens-là. »

Une fois que le rapport est déposé, il faut le supporter, puis le continuer de le pousser.

Commissaire :

On verra la chose, mais... Faut juste pas oublier que tout ça, c'est public, incluant le rapport qui va être public. Fait que...

Emmanuel :

Écoute, je suis encore dans le public. Faut que moi, je suis là encore.

Commissaire :

En tout cas, moi, je vous souhaite de trouver quelqu'un qui peut vous accompagner, vraiment, parce que il me semble que ça serait normal. Oui.

Emmanuel :

Il y a bien des choses qui me semblent normales que je dirais que c'est ça. Oui.

Commissaire :

Bien, merci d'être venu, Emmanuel. Merci à vous.

Commissaire :

Merci beaucoup.

Commissaire :

Très apprécié.

Jean-Duval — 2 passage

Commissaire :

Alors, rebonjour, M. Duval. Bonjour. Judy, vous avait dit qu'elle aimerait avoir vos réflexions sur la cohabitation sociale, qui est au fond le cœur de notre mandat. Oui, oui. Qu'est-ce que vous pensez ? Comment vous la vivez ?

Jean Duval :

Il y a diverses opinions là-dessus. J'en ai entendu pour l'avoir assisté à l'Hôtel-de-Ville dans des... Vous savez, la période des questions, les citoyens se présentent une fois par mois. Oui. Et puis, j'ai entendu des gens parler, justement, de cohabitation difficile dans les arrondissements.

Commissaire :

Vous voulez dire des citoyens qui venaient en parler ? Jean Duval : Se plaindre. Commissaire : Ah, OK.

Jean Duval :

Se plaindre. Puis moi, je suis plutôt celui qui va aller du côté... Écoutez, c'est un petit peu paradoxal ce que je vais vous dire. J'ai vécu l'itinérance. Mais je n'ai pas vécu... J'ai vécu aussi dur que ce que j'ai entendu aujourd'hui. Il y en a qui l'ont dur. Puis peut-être à cause de l'âge. C'est vrai que l'âgisme fait que c'est plus dur ou plus smooth. Moi, j'approchais peu de temps après la pension. Alors, j'ai pu m'en sortir, n'ayant plus un sou, être pensionné. Puis déjà, avant de l'être... Avant de l'être pensionné, j'ai été récupéré par un organisme qui a référé à un autre organisme qui lui a dit « Bon, on est un questionnaire pour vous. Avez-vous déjà servi dans l'armée ? » Commissaire : Ah oui, vous avez dit ça l'autre jour.

Jean Duval :

Je me souviens de ça parce que je ne pense pas. Puis je vous en ai glissé un mot là -dessus. Puis bref...

Commissaire :

Mais reparlez-moi de cohabitation sociale, ce que vous avez entendu à l'hôtel de vie.

Jean Duval :

Oui. Moi, j'ai eu des enfants. Puis je vous jure... Je me suis installé dans un quartier, dans Rosemont, quand j'étais propriétaire, avant d'être évincé. Mais ça, je n'expliquais pas comment c'est arrivé tout de suite. Et loin de moi, l'idée d'être dans un coin mal famé pour élever et éduquer des enfants, j'ai fait en sorte d'être dans un quartier, sur des rues, proche d'une école élémentaire, pour que les enfants soient... Oui. ... bien encadrés et ayant un bon voisinage. Parce que ça prend un village pour faire grandir un enfant. Alors la cohabitation, pour moi, c'est le village qui m'aide. Parce que comme parent, tu n'es pas là tout le temps. Commissaires : Absolument. Jean Duval : Ils sont avec les enfants, ils jouent avec les enfants des voisins, puis bref... Commissaire : C'est le vivre ensemble, la cohabitation. Jean Duval : Oui. Mais la piquerie, là. Puis avoir... Oui. Mais la piquerie, là. Puis avoir... Oui. Mais la piquerie, là. Puis avoir... Dans ton champ de vision, la pauvreté, la misère, vous savez, c'est des êtres humains, là. Mais je veux dire, c'est le « pas dans ma cour ». Ça, tout le monde a ce réflexe-là. Moi, je suis le premier, puis je vous le dis, j'ai été dans l'itinérance, puis pas au même niveau que les autres. J'avais peut-être pas la même complication que les autres. Oui. J'ai parlé de la tarte, là, puis la tarte, elle se décortique. Alors, la cohabitation se fait de différentes façons. Elle se fait dans le refuge. Il y a une cohabitation qui est difficile, là, parce que c'est le « melting pot ». C'est avec tous les cas qui sont dangereux. Vous savez, moi, je suis ouvert à l'idée que les gens aient les cheveux, là, tu sais. Qui ressemblent à une plante exotique, là, tu sais. Je suis ouvert à ceux qui ont différents genres, là. J'aimerais peut-être pas que ça, que mes enfants soient comme ça, mais je veux dire, là, tu sais, c'est le vivre, le vivre et laisser vivre. Mais forcez-moi pas à être dans la même pièce qu'il y a quelqu'un qui se pique, puis quelqu'un qui... Oui, ça, on a compris ça. ... qui est lunatique. Mais c'est ça, la cohabitation dans les refuges, M. Dalle. C'est ça. Puis il faut faire attention de mettre ce qui se ressemble, là, ensemble un peu, là. Aidons-les. Parce que moi, j'étais sur le bord de faire l'anxiété, là, quand on m'a mis avec un drogué, là, qui « shootait », là. Regardez, il y en a qui font ça tous les jours. Il y en a qui vivent avec ça depuis 40 ans. C'est vivre et laisser vivre. C'est Jean-Paul Sartre, là, je pense qu'il disait, « La liberté s'arrête... quand tu brimes celle des autres. OK ? Vous parliez de philosophe, là. La cohabitation, maintenant, dans les quartiers... Oui. ... moi, personnellement, je n'y crois pas.

Commissaire :

OK. Pourquoi ? Jean Duval : Parce qu'en venant ici, là... Vous voulez dire la cohabitation autour des ressources... D'un service, d'une ressource, d'un service... OK. Commissaire : Vous n'y croyez pas. ... ? Jean Duval : C'est parce que ce soit piqueries, que ce soit les gens qui... Un refuge, un hébergement... C'est parce qu'il y a des refuges, ça, le dos large. Il y a toutes sortes de refuges. Oui, je sais. Il y a des refuges problématiques, puis il y a des refuges qui ne le sont pas. Ceux qui ne le sont pas, on n'entend pas parler d'eux autres. On entend juste parler des pires cas. C'est comme le journaliste qui va faire du sensationnalisme. Tu sais ?

Commissaire :

Et pourquoi vous n'y croyez pas ?

Jean Duval :

C'est parce qu'ils sont aux opposés. Ces gens-là manquent de beaucoup de choses. Ils manquent de capacités de toutes sortes. Ça va de l'enfance, ça, souvent. Ça va... Vous savez, quand les parents sont problématiques au niveau santé mentale, physique, et puis qu'ils font des enfants, puis avec d'autres enfants, puis à un moment donné, ça ne fait pas des enfants forts, alors ça, on les garde, puis ils font partie de cette industrie-là que j'ai déjà expliquée, là, lundi, où, dans le Diagnostic des maladies mentales, le DSM, à la fin, il y a au moins, j'avais dit 25 pages, assez plus que ça de toutes les ressources qui existent à Montréal, au Québec, là. Mais à Montréal, c'est là qu'il y a le gros morceau. Il y a la moitié de la population qui est à Montréal avec les couronnes. Alors, c'est une industrie, maintenant. Cette industrie-là... Essayez de changer quelque chose pour le mieux, demain, là. Vous êtes mieux d'être bien équipés, puis d'être prêts, parce que vous allez avoir... Vous allez aller sous le front, parce qu'il y a des organismes qui vont vous dire que vous démolissez tout quand vous voulez peut-être centraliser. Ils vont dire que vous ne voyez pas la problématique. Regardez, ça prendrait un médecin à votre table. Ça prendrait un psychologue, également. Bref, à mon opinion. Mais la cohabitation... Prenez juste un être humain qui se promène avec un chien, mangeur d'hommes, là. Ce n'est pas le chien le problème. C'est le propriétaire du chien, souvent. Mais je veux dire, la cohabitation, là, ce chien-là, ce client-là, le propriétaire du chien, dans le secteur où il y a une école... Écoutez... Mais, attends. Commissaire : Moi, là, je vais essayer de vous... C'est que vous venez de nous dire... Il y a toutes sortes de ressources. Il y a toutes sortes de refuges. Il y en a qui fonctionnent très bien. Il y en a d'autres qui font les manchettes. Puis, après, vous nous dites, mais j'y crois pas. Est-ce que vous pensez que, parfois, on n'entend pas assez parler de ce qui fonctionne bien autour d'une ressource, souvent ? Jean Duval : Mais, ici, je

veux juste apporter un point. Ce n'est pas que je ne crois pas aux refuges. Non, à la cohabitation sociale. À la cohabitation sociale, avec certains refuges... Avec certains refuges. ... et certains points de service. OK. OK ? Les drogues, là, qui sont supervisées, les points de chute... Hum-hum. ... qui vont, là... Écoutez, là, on s'en va avec des maladies, là. On va parler du sida. On va parler des maladies transmises sexuellement. Mais la liste est longue. Puis, ces gens-là se promènent à côté des écoles.

Commissaire :

Et ça, ça vous inquiète ?

Jean Duval :

Pas moi. Je dirais 90 % de la population, peut-être. Écoutez, je les ai vus. Deux yeux vus. J'ai couché à côté d'eux autres. J'ai mangé à côté d'eux autres. Puis, il y en a avec qui je communique. Puis, il y en a avec qui je ne suis pas capable. OK. J'ai peur, j'ai peur de me faire sauter dessus. Hum-hum. Ça, là, c'est à l'intérieur même du refuge. Hum-hum. Alors, les gens, là, qui vont se plaindre dans la ville, puis disent, là, « Vous voulez implanter un service à tel endroit ? », ça là ça a été imposé par le provincial, hein. Le provincial a dit... C'est le ministre, là, comment ça s'appelle, de la santé, là... Ben, le CIUSSS. Le CIUSSS. Lionel Carmant. Non, il y a M. Carmant... M. Carmant... M. Carmant, qui s'occupe des services sociaux. Oui. Puis, ça a tellement été mal, là, puis il y a eu tellement de plaintes qu'il a fermé ce centre-là. Vous êtes au courant ? C'est un centre qui a été fermé, là. Les...

Commissaire :

Ben, il y en a deux, trois, mais... En tout cas,

Jean Duval :

Il était dans la cour arrière de l'école primaire. Oui. C'était imbécile d'avoir fait ça, là. Mais... Mais, il est inopérant, ce centre-là. Commissaire : C'est... Vous parlez de Benoît Lambre, qui avait deux cubicules d'injections supervisées, et on vient d'apprendre qu'ils fonctionnent pas.

Jean Duval :

Ah, puis, il y avait même des logements, là. Oui, oui. Mais, moi, écoutez, c'est... Commissaire : Je pense... M. Duval, si j'ai bien compris, vous dites que, quand il s'agit de certains types de ressources, la cohabitation est pas possible, tout simplement. C'est ça que je comprends. Avec certains types...

J'irais peut-être... C'est bête à dire, mais ça serait peut-être la majorité en fait chose. Et avant que j'oublie, là, j'ai vu sur Facebook, hier, quelque chose qui m'a vraiment étonné. Vous savez, ce qui se passe aux États-Unis, là, ils sont dix fois plus nombreux que nous, là, puis ça nous donne... ça nous sert d'exemple, mais... Hum. ... Parce que ça arrive chez nous dix ans après. Vous savez, là, on parlait des gangs de rue, puis ils sont arrivés dix ans après. On parlait de telle chose dix ans après. Là, j'ai vu... C'est marqué... Oui. Une ville californienne interdit l'aide à l'itinérance. Déjà, en Californie. Il y a une ville, ça, si vous voulez l'avoir, je peux vous l'envoyer. Ça veut dire que si un citoyen aide un itinérant d'une quelconque façon que ce soit, il y a des problèmes avec la justice aux États-Unis.

Commissaire :

Qu'est-ce que vous pensez de ça ?

Jean Duval :

C'est scandaleux. C'est scandaleux. On ne fait pas ça à un chien, à un chat.

Commissaire :

Donc, vous avez peur que ce soit une dérive qui arrive jusqu'ici ?

Jean Duval :

Bien, ça, ça s'en vient. Dites-vous bien que dans dix ans, il y a des municipalités qui vont faire ça. Vous savez, l'être humain est ce qu'il est.

Commissaire :

Mais, par rapport... M. Duval, justement, dans ce sens-là, qu'est-ce qu'on doit faire pour la cohabitation, pour éviter d'en venir là ?

Jean Duval :

C'est ça. Justement, écoutez, l'idée des bateaux que je vous ai parlé, les bateaux de croisière, c'est un exemple que j'ai trouvé, mais il y a... Il y en a d'autres. Puis, si tu veux aider le tissu social, parce que là, il est attaqué un petit peu partout, là. Ici, là, c'est le village. Le village, il n'est plus ce qu'il était il y a dix ans, là. Puis, moi, en m'en venant ici tantôt, là, bien, j'ai arrêté chez A.W., j'ai pris un petit spécial avant de venir ici. Puis, j'ai passé devant des commerces, puis là, il y en avait de fermés. Puis, à un moment donné, j'ai vu que, dans une entrée... Dans une entrée de porte d'un commerce qui a fermé ses portes, quelqu'un qui a pris une bâche bleue, puis il s'est fait une petite mini-tente. Puis,

je l'ai remarqué parce que je les entendais jaser. Ils étaient dans le portillon, là, dehors, puis ça jasait. J'ai dit, « My God! » C'est rendu, là, que... C'est rendu normal. C'est comme si tu prends une entrée de métro, là, tu longes le corridor, puis tu peux t'enfermer sur un qui dort, là. « My God! Aidons-nous les uns les autres, là. Faisons en sorte que ces gens-là puissent avoir des services. » Celui qui a précédé ici, là, qui vous a expliqué que c'est un système d'âgisme, là, il a parfaitement raison. Lui, il n'est pas chanceux dans sa malchance parce qu'il a juste 40 ans. Il n'a pas vraiment d'aide, là. Mais s'il était dans un système organisé pour aider ces gens-là à s'instruire... Plutôt que de broyer du noir, là, peut-être qu'on en ferait quelque chose. Le monsieur qui a passé, là, qu'on a entendu qu'il a une maîtrise, là, lui, je l'ai trouvé, il a fait un bon bout de chemin. Il l'a eu à la dure, mais par rapport à lui, ils l'ont sauvé parce qu'ils ont trouvé une job. Il vous l'a dit, ça n'avait pas été de l'aide, de l'aide du refuge. Il a commencé à travailler, puis dans la vie, là, si tu veux être heureux, là, prends trois choses. Aimer, être aimé, puis se sentir utile dans la vie. Alors, lui, il s'est senti utile, il s'est fait aimer, il a aimé. Ça l'a sauvé. Ça, c'est bin simple, là. Mais si on est capable de prendre des gens... Il y en a qui disaient, là, « Touche pas à mon refuge parce qu'on est 20, c'est un OBNL. Touche pas à la mienne, on est 50, on est là, on est bien. » Je l'ai dit, là. C'est comme... Écoutez bien, regardez bien l'image. Prenez un cône orange. On est en Montréal. Prenez une image d'un cône orange, puis mettez-la à l'envers, là, puis envoyez une bille là-dedans. Imaginez la bille, elle tourne. Ça, c'est l'itinérant qui est dans le système. Là, il essaie de s'en sortir. Là, il est sur le bord. Il retourne dans l'entonnoir. Il redescend en bas. Là, il est sur une mauvaise passe. Il reste en bas. Il essaie de s'en sortir. Il arrive, tu sais, toutes sortes de conséquences, là. Puis, il est pas capable de s'en sortir de cet entonnoir-là. C'est ça, le système dans lequel les itinérants sont présentement. Sortons-les de ça, là. Jetons toutes les cônes oranges, là. Faisons-les disparaître par rapport à l'itinérance, cette image-là. Puis, que ce soit un bateau de croisière, j'ai donné comme idée, que ce soit des centres sportifs, là, où on ferait en sorte de les inviter à faire du sport, des activités de loisirs, du billard, du ping-pong. Gratos, là, on les aide, là, parce qu'ils n'ont pas une cent. Puis, si on peut leur donner des cours où est-ce qu'il y a un besoin urgent de main-d'œuvre, eux, là, ils aimeraient ça se sentir utiles. Donc, je leur disais, va sur un chantier de construction, là, puis t'as une job spéciale à faire. Pas celui qui va être plombier puis électricien, là. Ça prend des cartes, là. Ça prend des connaissances, tu sais. Fais, mais commençons par la base, puis donnons-leur le goût de faire quelque chose. Il y a rien de ça qui existe. Excusez-moi, là, mais on est en 2025, là, puis on n'est même pas capable de comprendre ça. C'est pas juste moi qui ai compris ça, là. Il y en a bien du monde qui pense comme moi, Jean Duval, là. Je suis pas le seul à

penser ça. Oui. Mais, pour que ça se rende aux bonnes oreilles, ça prend un petit peu de guts, là. Il faut un peu se déshabiller. Moi, je me déshabille quand je viens ici, là. Les façons de parler, c'est une image. Et puis, il faut que je le dise, mon passé, pour que les gens puissent comprendre le présent puis le futur où je m'en vais, là. Mais il faut que... il faut pas être gêné de le dire. Puis, oui. Merci. Merci

Commissaire :

Je pense que je vais être obligée de vous demander de conclure avec une dernière idée.

Jean Duval :

Une note positive.

Commissaire :

Avez-vous ça ? S'il y en a. Avez-vous ça ?

Jean Duval :

Oui. Écoutez, j'aimerais revenir parce que j'ai deux histoires à vous raconter. Puis, êtes-vous capable de me dire, avant que je quitte, là, moi, quand est-ce que je peux revenir vous parler de ça ? Toujours dans le cadre de l'itinérance. Je vous le dis, vous allez être pris avec moi avant une autre.

Commissaire :

Bien, dites-nous donc vos deux idées en rafale, là, pour que vous ne soyez pas obligés de revenir. Ça serait mieux, je pense.

Jean Duval :

Non, non, non. J'ai tout le temps. Moi, je suis pensionné, là. Puis, j'ai pris à cœur le dossier de l'itinérance. Puis, je me présente à Montréal comme candidat indépendant à la mairie, là. OK. Je suis candidat indépendant pour défendre ces dossiers-là et d'autres. Puis, croyez-moi, je veux pas voler tout le punch, là, mais je veux pouvoir vous donner des pistes. Mais là, c'est... Mais... Il y a d'autres personnes ou je suis seul, là ? Est-ce que le monsieur passe après ou... Non, je suis seul, ça. Oui. OK. Regardez, je vous forcerai pas, là, à m'endurer, là, si vous voulez pas, là. Vous voulez finir plus tôt, là. Mais moi, la raison pour laquelle je me suis intéressé à la politique, c'est pas parce que je me suis levé un matin puis j'ai dit « tiens, je vais aller à la Ville de Montréal ». Je suis pas un weirdo, là. C'est juste que j'ai vécu... J'ai vécu des choses que les citoyens ordinaires ne vivent pas, puis c'est rare que tu vis ça. Je me suis fait

attaquer par des représentants de la Ville en 2013. Moi, j'avais une belle maison, là, puis deux beaux enfants. Quand ça s'est arrivé, ils avaient 10 et 12 ans. Je me suis fait attaquer par des employés de la Ville. C'était criminel. Puis pourquoi je vous dis ça, il y a 10-12 ans ? Puis ces enfants-là, je les ai eus sur le tard. C'est des enfants que j'ai adoptés de la DPJ, des enfants du Québec, OK ? Bébés. C'est encore plus difficile d'en avoir parce qu'il faut passer un scan psychologique. On veut savoir si t'as ce qu'il faut pour mener à bien ton projet, là. Est-ce que je peux quand même me permettre,

Commissaire :

M. Duval, d'essayer de le relier à notre mandat ? Parce que nous, on est ici pour entendre ce qui se passe au niveau de la cohabitation, au niveau de l'itinérance. Oui.

Jean Duval :

Oui. Oui. Oui. Oui. Est-ce que certaines choses amènent à l'itinérance ? Mon cas, là, il était un peu fou, dans le sens où les employés de la Ville de Montréal ont créé de toutes pièces un cas d'itinérance qui est devant vous aujourd'hui, 12 ans plus tard, peut-être dans 2013. Puis à tout événement, là, il y a des causes, puis il y a des conséquences. À tout événement qui arrive dans la vie. Moi, les enfants qu'on a adoptés au Québec, il a fallu qu'on ait un profil intéressant, là, à la DPJ, puis pour qu'on te laisse des poupons, là, c'est encore plus rare. Ça a pris quelques années avant que ça se fasse, là, mais on a réussi à avoir un garçon puis une fille, un bébé. Moi j'ai décidé de devenir courtier d'assurance. Je me suis dit, il ne faut pas que j'attende 25 ans, là, parce que c'est ça qui me laisse à vivre, ou plutôt à travailler. Donc, c'était le temps, le bon temps pour le faire. Puis, dans les lois concernant les assurances au Québec, quand tu quittes une compagnie d'assurance importante, comme celle que j'ai travaillée, tu ne peux pas toucher à la clientèle avant 18 mois. C'est une loi, ça. Alors, je me suis dit... J'ai dit à ma conjointe, toi, tu as bénéficié d'un congé de maternité, puis moi, quand j'avais fait la demande, je ne pouvais pas l'avoir parce que c'était des enfants adoptés. Mais, madame pouvait. Elle ne les a pas enfantés, là. Non, non. Alors, là, ce qui est arrivé un petit peu, je pense qu'il y a quelqu'un d'autre qui vient l'arriver. Ce qui est arrivé,

Alors, là, ce qui est arrivé... c'est que j'ai décidé de rénover ma maison, pas pire. Puis, j'ai dit à mon ex-conjointe... Je vais m'occuper des enfants, je vais vivre ce moment-là que toi, tu as eu la chance de vivre, puis moi, je vais le vivre. Alors, j'ai commencé à rénover ma maison, puis il y a une voisine d'à côté qui s'est plainte, qui voulait vendre sa maison, qui s'est plainte que moi, dans ma cour, je ramassais du stock. Dans le fond, c'était les matériaux de construction.

Commissaire :

Alors, je vous rappelle qu'on ne parle pas d'itinérance, là. Regardez bien. C'est correct, mais c'est parce que... Regardez bien.

Commissaire :

S'il vous plaît, normez. Ce qui est arrivé, je termine, je vais... Faites-le directement. Faites-le directement.

Jean Duval :

La voisine s'est plainte à sa famille qui, elle, est haut placée à Ville-de-Montréal. Et puis, il y a eu six départements différents. En même temps, la même journée, ils sont venus vider ma maison. Vider ma maison. Puis, ils ont dit que je souffrais de maladie mentale souffrant du syndrome de Diogène. Vous savez, le gars qui vit dans sa merde, là. Puis, j'avais une famille, moi, deux beaux enfants. Puis, eux, ils ont fait ça. Ils ont fait venir, trois semaines, un mois avant, là, ils ont fait un signalement à la DPJ, qui, eux-mêmes, nous ont donné des enfants. Puis, la DPJ a fait un rapport. Ils ont fermé le rapport en disant, il n'y a aucun problème, là, M. Duval, il est là, à sa maison. On voit que tout est bien fait, bien cordé. Il a refait la cuisine d'Ikea. Puis, tu sais, il met du marbre dans la cuisine. Il a planché une marbre au deuxième étage. Bref, un rapport béton positif. Ils sont venus vider la maison, ils m'ont volé trente mille piastres de biens et jeté les matériaux de construction, photos, vidéos, puis, moi, là, j'étais sur le cul. Puis, les enfants, là, les enfants qui ont, qui avaient dix et douze ans, à l'époque, quatre ans après, parce que ça, ça laisse des bombes à retardement, quatre ans après, ils ont voulu se suicider. Il y en a un des deux, là, qui est passé à la TV, sans avoir le nom puis le visage. C'est un visage, là, assez grave. Ils ont été stigmatisés. Puis, eux, quand ils ont fait le coup fourré, en disant, M. souffre du syndrome de Diogène, c'était pour faire plaisir à la voisine qui avait sa famille dans la ville de Montréal. Et, ce qui est arrivé, c'est que

Jean Duval :

Ayant un rapport de police, parce que c'est la police qui fait le final rapport, a dit, M. Duval souffre du syndrome de Diogène. Et c'est ça qui vous a mis à la rue ? Une commande. Puis, là, à partir de ce moment-là, Mme... Je n'étais plus capable de travailler. Vous comprenez ça ? Ça coûte 10 piastres pour avoir un rapport complet sur un individu, là. Fait que, moi, déjà, au plus punitif, je n'étais plus capable de travailler en assurance nulle part. Puis, même chez Rona, je n'ai pas été capable de travailler. Alors, qu'est-ce qui est arrivé ? Séparation de couple après quelques années. Les enfants, ils ont... Les enfants, ils sont malheureux dans tout ça. Puis, moi, j'ai perdu ma maison. La

conséquence. Mais, j'imagine... Puis, je suis tombé dans la rue parce que j'ai été... J'ai été évincé avec un juge qui a dit qu'il faut absolument vendre la maison. Puis, il n'a pas accepté que, moi, j'achète juste la part de la maison. Bref, ça a été tout croche. Et puis, moi, je me suis retrouvé à la rue. C'est là que j'ai dormi dans mon auto. C'est là que j'ai fait ça. Puis, ça, là, s'il n'y avait pas été eu le geste criminel posé par les employés de la ville, je ne serais pas là ici en train de vous parler. Ça, ça veut dire que la Ville de Montréal... je les actionnent, moi, actuellement, depuis longtemps. Puis, là, je me suis présenté à la Ville de Montréal comme candidat indépendant à la prochaine élection. Puis, ils n'ont pas fini de m'entendre parler. Mais, ça donne que vous faites cette commission, hein ? Oui. Alors, j'ai voulu vous dire cinq mots pour vous dire que, des fois, il y a des gens qui tombent dans l'itinérance qu'on ne peut pas s'imaginer.

Jean Duval :

Absolument.

Commissaire

Qu'est-ce qui était avant, puis comment c'était déjà. Personne n'est à l'abri, c'est sûr. On a eu plusieurs témoignages.

Écoutez, merci beaucoup, monsieur. Merci, monsieur Duval. On va s'arrêter ici. Merci, monsieur Duval. Bonne chance à vous.

Jean-Bernard

Jean-Bernard :

C'est ça c'est un petit peu mais je voulais vous parler en tout cas de la question de l'eau de réduction de méfaits tu as dit tout à l'heure je te dis ce que tu as dit réduction des méfaits je sais pas si on fait quelque chose sur les campements les campements c'est quoi les sujets qui ne sont pas dans la commission ? les sites d'injection supervisée et les campements ne font pas partie ok donc on laisse les campements de côté

Commissaire :

Tu peux avoir une opinion sur les campements il y a plein de gens qui nous en ont donné là mais c'est nommément dit que quand la ville cherche à consulter les citoyens c'est sur l'implantation de ressources particulières qui sont les unités mobiles j'oublie toujours comment on dit ça unités mobiles modulaires modulaires ok les centres de jour les services d'hébergement de transition ou

d'urgence et les haltes-chalets mais je pense qu'il faut parler de ce qui vous intéresse c'est ça oui oui mais moi ça fait

Jean-Bernard :

ça fait quatre ans que ça fait quatre ans que j'ai parlé de ça ça fait quatre ans que je travaille dans la rue j'ai vu déjà plusieurs situations et donc j'essaie de voir à travers tout ça aussi c'est vrai que plus si on veut prendre les choses d'un angle de citoyen c'est vrai que d'avoir passé ces quatre ans à sillonner un quartier montréalais ça m'a fait évoluer sur ma perception de la situation des personnes en situation d'itinérance on pourrait parler de ça parce qu'à partir de là c'est a commencé ton enregistrement oui d'accord on pourrait on pourrait partir de là qu'est-ce qui a changé jean bernard dans votre lecture de la situation actuelle concernant l'itinérance à montréal mais je pense qu'avec le temps que j'ai passé les gens que j'ai rencontrés j'ai ça m'a permis de mieux comprendre qu'il y a vraiment une diversité de personnes dans la rue. Il y a une diversité de raisons qui envoient les gens dans la rue, qui les maintiennent dans la rue. Donc, c'est toujours... On voit que ce n'est pas si simple. On voit aussi que c'est compliqué de s'en sortir. J'ai aussi eu l'impression que plus... J'ai eu l'impression qu'il y a probablement partagé avec d'autres personnes qui travaillent dans l'intervention, que plus les gens sont longtemps dans la rue, plus ça devient difficile d'en ressortir. En tout cas, ça peut devenir un préjugé aussi. Je veux dire, on doit toujours être prêt à accueillir toutes les situations qui se présentent. Mais il y a eu quelques situations où, en voyant des nouvelles personnes et en concentrant toutes les énergies sur ces nouvelles personnes qui sont apparues On a eu quand même des bons résultats.

Commissaire :

Est-ce que je peux vous poser des questions ?

Jean-Bernard :

Oui, parfaitement. Je pense que plus on va être interactif, de plus que ça va être intéressant.

Commissaire :

Oui. Votre hypothèse, votre observation, il n'y a pas d'études scientifiques, que les personnes qui sont dans la rue depuis longtemps, ils ont... Ils ont plus de difficultés à s'en sortir. Est-ce que vous avez des hypothèses pour des raisons ? Pourquoi la longueur... La durée. La durée de l'itinérance, pourquoi c'est plus difficile de s'en sortir ? Oui, je crois que... De votre expérience personnelle, je sais.

Jean-Bernard :

Oui, moi, je me suis fait des explications là-dessus. Les personnes qu'on rencontre en situation d'itinérance, souvent, ils... Il y a quand même deux types de problèmes qu'elles rencontrent, c'est la dépendance puis les problèmes de santé mentale. Bien, il y en a d'autres aussi, mais c'est les plus prévalents. Puis souvent, ils sont... Les deux problématiques sont mêlées, ce qui cause une plus grande difficulté d'obtenir des moyens de s'en sortir parce que ce qui est prévu au niveau du réseau de la santé depuis bien longtemps, c'est soit d'aider des personnes qui ont un problème de dépendance uniquement ou d'aider des personnes qui ont un problème de santé mentale uniquement. Mais le fait que les deux soient présents en même temps, je pense que c'est dans des approches récentes et c'est surtout dans des approches qui sont reliées à l'itinérance que ça s'est développé. Et je pense que les deux... Bien, ça me fait vraiment bizarre de parler dans ce micro. Il y a un renforcement parce que les problèmes de santé mentale peuvent donner des raisons aux personnes qui ont des troubles de santé mentale d'aller chercher dans la consommation une sorte de... ce qu'ils appellent souvent par eux... C'est quand même une automédication. Et la consommation surtout de substances de rue pendant des longues périodes peut aussi... Mais ça, c'est sûr que moi, je ne suis pas un spécialiste du monde de la santé, mais on pourrait s'attendre quand même que la consommation prolongée de certaines substances, surtout des substances de rue, de compositions inconnues, bien, plus ou moins, ça peut avoir des effets qui... qui peuvent affecter le système nerveux, voire provoquer des problèmes de santé mentale. Mais ça, il faut aller en parler avec des spécialistes. Mais c'est sûr que ça motive aussi la question de l'accès à des substances propres parce que, bon, on a des gens qui utilisent plusieurs substances, mais c'est sûr que, par exemple, avec l'alcool, un avantage de l'alcool, c'est que les consommateurs, ils ont accès à une source relativement propre d'alcool de qualité connue. Même si, je dois dire aussi, au cours de ces années que j'ai passées dans la rue à aider les gens, j'ai été surpris par le potentiel destructeur de l'alcool. Vraiment, de rencontrer les gens au quotidien, ça m'a permis de me rendre compte à quel point cette substance relativement banalisée dans notre société a un pouvoir absolument terrible et que c'est extrêmement difficile de s'en sortir. Par contre, pour d'autres substances, le problème, c'est qu'on ne sait pas ce qu'il y a dedans et que ça augmente les risques. Puis là, disons, on parlait tantôt de la question de la réduction des méfaits, puis c'est vrai que, personnellement, ça engage juste moi, mais je considère que l'accès à des substances propres, ça serait déjà une étape de réduction des méfaits, qu'il y a un moyen pour des personnes qui ont des fortes dépendances qui n'y arrivent plus. Parce que ce qu'on voit aussi, et ce que j'ai pu me rendre compte en

voyant les gens sur le terrain, c'est qu'il y a un moment où on passe à une étape où la personne devient dépendante. Elle a besoin de la substance pour vivre. Et... Donc, à ce moment-là, c'est sûr que la qualité de la substance, la personne perd... Surtout une personne qui est dans la rue, elle perd le contrôle sur la qualité de la substance. Je pense que si c'est quelqu'un qui a énormément d'argent, puis qui utilise des drogues, ce qui existe aussi, je pense qu'il y a probablement quand même des moyens sur le marché de payer peut-être un peu plus cher, puis d'avoir quelque chose d'un peu meilleur. Mais la personne qui est dans la rue, puis... qui dépense tout l'argent qu'elle a, elle devient rapidement à la merci de la personne qui lui fournit la substance. Et à ce moment-là, mettons qu'à force de marcher dans la rue et de voir aussi quand même un nombre de personnes qui a disparu au cours de ces quatre ans, qui est quand même grand. Il y a un bon nombre de personnes où on a eu la confirmation quand même des autorités par rapport à leur décès. Il y en a qui disparaissent qu'on ne sait pas s'ils ont juste changé d'endroit. Mais c'est, je dirais, c'est aussi une chose... Je dirais, la question des personnes qui disparaissent, ça nous fait quand même beaucoup réfléchir sur la question de l'itinérance.

Commissaire :

Moi aussi. Jean-Bernard, tu viens de nous parler d'un volet, là. Oui. Entre autres, la consommation puis tout ça. Permits-tu de te poser la question sur la cohabitation. Comment tu vois, toi, les enjeux de cohabitation qui sont soulevés, bien que pour plusieurs, le terme est peut-être pas le terme le plus exact, mais disons le vivre ensemble, peu importe le terme, là, mais cette question-là de la cohabitation entre autant les personnes, les ressources qui accompagnent puis qui donnent des services à ces personnes-là, puis le quartier, les personnes dans l'environnement, que ce soit les citoyens, les commerçants et tout ça, comment on... Quelle réflexion tu as sur cette cohabitation-là ?

Jean-Bernard :

Je pense qu'il reste énormément à faire là-dessus, qu'on doit améliorer les transferts d'expérience avec les... mieux savoir qu'est-ce qui se fait, quel effet cela a. Je pense qu'il y a des problèmes de cohabitation à différents niveaux. Ça peut être même dans... à l'intérieur des organismes, s'il y a différents types de personnes qui fréquentent un organisme, il peut y avoir des personnes en situation d'itinérance, il peut y avoir des familles dans un même organisme communautaire, et il peut y avoir très bien des problèmes de cohabitation qui se présentent, parce que d'un côté, peut-être pour des familles qui vont rechercher des ressources alimentaires pour remplir leur frigo, ils vont peut-être trouver

stigmatisant de voir aller dans un organisme où il y a aussi des personnes, en situation d'itinérance, qui sont accueillies pour... parce qu'elles viennent y manger, se doucher ou d'autres services. Donc, je dirais qu'il n'y a pas un monopole de la Ville à faire face à des questions de cohabitation. C'est clair que pour la Ville, je pense que c'est un des problèmes principaux, c'est la cohabitation, parce que d'autres volets, d'autres facettes de la question d'itinérance, dépendent plus d'autres paliers de gouvernement. C'est un peu ma compréhension de la situation, donc c'est pour ça que, ici, on se concentre plus là-dessus.

Commissaire :

Donc, la cohabitation est, dans ta vision, plus une responsabilité de la Ville ? En tout cas, pour la Ville, c'est une responsabilité qui lui revient plus que d'autres.

Jean-Bernard :

Bien oui, parce que quand il y a des problèmes dits de cohabitation, les élus peuvent facilement se faire rappeler, par exemple. Et là, ça revient aussi à ce qui a été dit dans certaines auditions, mais les élus vont se faire rappeler. D'un côté, on peut avoir des... Je revois une situation que j'ai vécue. D'un côté, il y a des propriétaires de maisons qui sont fâchés parce qu'il y a une personne qui a campé proche de leur terrain, et qu'il y a des odeurs d'urine sur leur terrain, et que c'est épouvantable. Et ils appellent l' élu. Comme beaucoup de monde s'en mêle, la personne en situation d'itinérance tend à ne pas avoir de voix dans la situation. Et donc, ça peut être un problème de... Donc là, on voit que la Ville est tout de suite sollicitée, que ce soit les élus, la police, ou la Ville est grandement sollicitée dans ces situations. Ou même chose avec les situations avec des commerçants. Je pense que la Ville va être aux premières loges pour ça. Puis, ce que je pense, c'est qu'il y a des choses qui s'essayent. Moi, j'ai vu sur les sites Web, par exemple, le système des autocollants dans les commerces pour signaler les services que les commerçants sont disposés à... À offrir. À offrir à des personnes en situation d'itinérance. Mais il y a des quartiers où c'est absolument inconnu, c'est absolument pas implanté.

Commissaire :

Est-ce que vous trouvez que c'est un moyen qu'on devrait diffuser ou qui pourrait...

Jean-Bernard :

Juste, entendre parler de ça, je trouve que c'est intéressant. Je pense que c'est vraiment quelque chose que ça vaut la peine de l'essayer. Puis, ce sera aussi à voir, à noter ceux qui le font. Je serais très curieux de parler avec des intervenants qui sont responsables de ce genre d'intervention-là pour savoir comment ça fonctionne, puis comment le mettre en place en pratique. Est-ce que ça vaut la peine que j'essaie de convaincre ma direction que c'est une bonne idée, qu'on doit le faire nous autres aussi, mais pour l'instant, je ne pars de pas grand-chose parce que je n'ai pas jamais rencontré les intervenants qui le font. On n'a jamais discuté, savoir c'est quoi. Ce que je vois, par contre, c'est qu'au niveau des commerçants, on est confronté à différents commerçants qui ont des positions très différentes. Oui, ce n'est pas très bon. Mais il peut y avoir des commerçants qui sont géographiquement proches les uns des autres, qui ont des opinions, des avis très différentes par rapport à l'itinérance. D'un côté, il y a des commerçants quand même à qui les personnes en situation d'itinérance permettent de faire des bonnes affaires, que ce soit certains dépanneurs, par exemple, qui vont vendre de la bière. Ou même, on m'a dit qu'il y a des dépanneurs qui vont vendre les pipes à crack à des prix exorbitants. Mais donc, qui, eux, vont avoir moins tendance à se plaindre. Il peut y avoir juste à côté, il peut y avoir des buanderies où il y a des gens qui vont dormir la nuit. Alors, eux autres, on comprend. Il peut y avoir... Bon, il y a aussi les banques qui sont souvent utilisées, les guichets automatiques qui sont utilisés pour dormir, qui, bon, suivant les endroits, ça pose plus ou moins de problèmes. Et on comprend que c'est des situations qui peuvent générer des problèmes. On a des épiceries qui se plaignent de vols qui sont attribués à des personnes en situation d'itinérance, des vols qui peuvent atteindre des gros montants, où on peut... Il y a des hypothèses aussi que c'est pas des vols de subsistance, mais plus des vols de, je pense qu'on appelle ça de recel, mais je suis pas un spécialiste en droits, donc des gens qui revendent... Leur butin. C'est ça. Donc, je comprends que ça crée un petit peu comme... Tu sais, si tu parles avec un commerçant, puis qu'il te dit, ben... Tu sais, on... Tous les soirs, on se fait voler plein de trucs, ben, tu sais, comme tu te dis, ouais, est-ce que je veux venir pour lui dire, est-ce que tu veux coller un petit... Tu peux le coller dans ta vitrine pour dire que les gens peuvent aller à ta toilette ou remplir leurs gourdes. Dans...

Commissaire :

Excuse-moi, oui. Juste pour un peu aller dans... creuser un peu ça. Dans le mandat de cette commission, idéalement, on nous demande de regarder quelles seraient les conditions de succès pour des implantations de ressources. Est-ce qu'il y a des choses ailleurs sur le territoire qui aideraient à une cohabitation harmonieuse ? Par rapport à votre expérience terrain, est-ce qu'il y

a des choses qui vous viennent en tête ? Ou si... Alors, la question peut être aussi, est-ce que c'est encore possible, dans la situation actuelle, qu'on vise une cohabitation harmonieuse ?

Jean-Bernard :

Je suis assez idéaliste, là. Non, mais vous n'êtes pas le seul à nous dire que ça se peut. Je crois qu'on n'est pas là pour perdre tout espoir. Je pense que ce qui est important, c'est de développer de quoi qu'il fasse qu'on ne se sente pas tous tout seuls dans notre coin, aussi bien comme intervenants. Je veux dire que nous, on a la chance d'avoir dans notre quartier des rencontres mensuelles avec les intervenants de différents organismes. Je pense que c'est... Tous ces moyens de transmission de l'expérience, ça aide. Puis je pense aussi de tout ce qui peut développer des outils de dialogue avec les habitants, les commerçants.

Commissaire :

Les espaces de dialogue, comme on disait, parfois.

Jean-Bernard :

Oui, en lisant, j'ai vu qu'il y avait des articles qui sont quand même, je dirais, assez vieux, plus que 5 ou 10 ans, à Québec, où une chercheuse en itinérance de Québec, j'ai oublié son nom, mais très connu au Québec, elle disait pour la cohabitation de mettre des pianos et des frigos. Des frigos collectifs où les gens du quartier peuvent... Puis je pense que c'est important dans son concept parce qu'il y a aussi des frigos de distribution où la nourriture est approvisionnée de façon centralisée. Mais elle, l'idée que la chercheuse de Québec apportait, c'était plus des frigos qui permettent aux gens du quartier de faire des donations aux personnes en situation d'itinérance. Puis je pense que ce niveau d'échange est important. Et les pianos collectifs aussi pour permettre peut-être que les gens connaissent une autre facette des autres gens qui sont dans la rue. Du reste, je me demandais à ce sujet-là si ce serait possible d'en implanter dans les stations de métro, où ça ne ferait pas trop de bruit. Ce serait à l'abri quand même de certaines déprédations, de la pluie et autres. Moi, j'ai l'impression qu'on a encore beaucoup, beaucoup, beaucoup de choses à essayer, beaucoup de choses à apprendre et que... Oui, on est loin de tout... On est loin d'avoir fait tout. OK. Bon, aussi, il faudrait... Ce serait peut-être bien aussi de prévoir des formations pour les intervenants ou des forums d'échanges, peut-être. Parce que nous, ce qu'on fait à l'échelle du quartier, ce n'est pas centré sur la cohabitation. Mais peut-être que s'il pouvait y avoir des journées d'échanges entre les personnes qui travaillent au niveau de la cohabitation entre

plusieurs quartiers ou à l'échelle de la ville, ça pourrait aussi aider à faire circuler les bonnes idées.

Puis sinon, les... Et de trouver des moyens pour que les... De mieux... Que la situation que vivent les personnes en situation de itinérance soit mieux comprise. C'est sûr qu'on ne peut pas faire à tout le monde des tours parce qu'on ne peut pas commencer à... Mais il y a des situations... Une situation qui m'a particulièrement préoccupé au cours de ces années, c'est un endroit où il y a une proximité entre une, une école secondaire privée et une route où il y a des gens qui quettent les autos. On a cette proximité entre deux mondes. Donc, avec un gros contraste social, avec d'un côté des écoles privées qui ne sont probablement pas accessibles à tout le monde, puis de l'autre côté, des gens qui sont dans la rue, puis un espace, un trottoir qui est relativement étroit, un passage obligé pour les jeunes entre la station de métro puis leur école. Et donc, nous, ça nous est arrivé... J'étais avec ma collègue ce jour-là. On arrive un jour sur cet emplacement-là à l'heure de la sortie des classes. Et on voit que la police est arrivée. On essaie quand même d'aller voir. Et ce qu'on a vu, c'est qu'une personne en situation d'intolérance s'est fait frapper, je ne sais plus si c'était un coup de ceinture ou quoi, par un jeune de l'école.

Commissaire :

Une intolérance. Est-ce que c'est récent ?

Jean-Bernard :

Non, ce n'est pas récent, récent. Mais là, ça fait quatre ans que je travaille. Donc, c'est à l'intérieur de ces quatre ans. Relativement récent. C'est ça. C'est à l'intérieur des quatre dernières années. Puis nous, c'est une situation qui a été... Choquante. J'ai vécu plusieurs situations choquantes dans la rue. Puis ça, je pense que c'est aussi quelque chose sur lequel ce serait bien d'améliorer la formation des personnes qui travaillent dans la rue pour mieux pouvoir réagir aux situations choquantes. Mais dans cette situation-là, donc, on a débarqué. La police était là quand même assez en nombre. Et ils ont fini par embarquer, je pense, des jeunes suspects. Ils ont fait venir une ambulance. Ils ont refusé l'ambulance. La personne blessée a refusé l'ambulance. La police est repartie. Donc, nous, on a pu s'approcher de plus près. Ma collègue a nettoyé les plaies de la personne blessée. En même temps, on a vu que la police avait retourné les sacs à dos des personnes en situation d'intolérance qui étaient là. Et qu'ils avaient trouvé des choses qu'ils cherchaient. Donc, il y avait comme des traces de produits illicites. C'était ce qu'on a vu sur le trottoir. Donc, on voit que, finalement, le fait que les jeunes se sont attaqués aux personnes en situation

d'intolérance a fait que les personnes en situation d'intolérance sont faites avoir... La police a constaté des problèmes chez eux. Puis, bon...

Commissaire :

Qu'ils n'auraient pas constaté, sinon ?

Jean-Bernard :

Bien, c'est vrai. Ils ne l'auraient pas constaté. C'est ça. Ils ont dû venir pour défendre les personnes qui se faisaient agresser. Mais, en même temps, ils ont constaté que les personnes qui se sont fait agresser avaient des produits illicites. On va être obligés

Commissaire :

On va vous demander de conclure parce que je vois qu'il y a deux, trois personnes qui attendent. OK. Bon. Puis, après, on arrête à 7 heures.

Jean-Bernard :

OK. Bon, je vais essayer. Donc, pour cette histoire... J'avais reparlé à parlé à du Monde, puis on m'a dit, mais tu sais, quand les jeunes vont rentrer à la maison, l'histoire qu'ils vont raconter va être complètement différente de ce que tu as vu. Et donc, la situation va être déformée au dépend des personnes en situation d'intolérance. Puis, ça fait depuis ce temps-là que je me questionne comment est-ce qu'il serait possible de mettre en place une intervention, peut-être avec une travailleuse sociale dans l'école, pour créer un dialogue ou pour mettre en place quelque chose qui permet une prévention des conflits entre les jeunes et les personnes en situation d'intolérance. Parce que ça va les suivre toute leur vie. Bon, je sais qu'il y a des enjeux de substance là-dessous. Est-ce que les jeunes essaient de s'approvisionner en substance auprès des personnes en situation d'intolérance ? On peut imaginer beaucoup de scénarios à partir de simples choses qu'on voit, puis on ne sait pas exactement tout ce qu'il y a derrière. Donc, je ne veux pas qu'on prenne les... J'ai dit quand même pas mal de choses, mais il ne faut pas comme... Finalement, on voit quelque chose, mais on ne sait pas grand-chose.

Commissaire :

Mais ce que je retiens, c'est que vous dites, pour aider les enjeux de cohabitation, une des choses, c'est qu'il faut aussi mieux faire comprendre la situation des personnes en situation d'intolérance.

Jean-Bernard :

C'est ça. Puis, je pense que dans les écoles, ce serait... Et dans les écoles aussi. Les écoles ne sont pas toutes à proximité des personnes en situation d'intolérance. Non, je comprends. Je pense qu'il y a un grand travail à faire dans les écoles. OK. Sinon, c'est ça. J'ai quand même toujours ma question de l'eau. Donc, j'aimerais ça si on pouvait installer plus de fontaines, par exemple dans les métros ou à d'autres endroits dans les rues, qu'on puisse donner plus d'eau à distribuer, que les organismes communautaires puissent distribuer de l'eau, parce que c'est... Aussi, les personnes qui consomment, on sait, quand tu bois trop d'alcool, il faut boire de l'eau pour que ça passe. C'est, je pense, la même chose avec d'autres substances. La question de la réduction des méfaits, comment mieux informer les gens sur ce que la réduction des méfaits, puis qu'est-ce qu'elle peut aider à faire ?

Commissaire :

C'est pas mal, ça. Je pense qu'on va s'arrêter là. Oui. Donc, je vous remercie. C'est parfait. Eh, merci beaucoup. Merci. Merci beaucoup, Jean-Bernard.

Sandrine

Sandrine :

Donc, moi, je m'appelle Sandrine. Et donc, je suis... Donc, je vis à Montréal depuis 25 ans. OK. J'ai une famille de quatre enfants. Et donc, je vis au ghetto McGill, c'est-à-dire le tiers-monde. On appelle, en fait, le tiers-monde à Montréal.

Commissaire :

Que vous appelez...

Sandrine :

Ce n'est pas nous. Ce n'est pas nous. C'est même les journalistes. OK. Donc, ça fait cinq ans qu'il y a un centre qui a ouvert, le Centre Open door, dans un sous-sol d'église. Oui. Alors, évidemment, qui était mon église, évidemment, il n'y a plus de paroissiens qui vont là. Ils ont beaucoup trop peur. Donc, c'était... Évidemment, pour... En fait, ce n'était pas l'église qui voulait aider les gens dans la rue. C'était pour avoir de l'argent, puisque, comme vous savez, nous n'allons

plus aller à l'église. On doit sauver les églises. Elle est moche, cette église. Mais enfin, bon, ça, c'est autre chose. Et donc, moi, c'était une église qui m'a accueillie. Et on a fait les baptêmes, les... Enfin, bref, tous les trucs, le chemin qui m'unit là. Et en fait, mes enfants ne veulent plus aller à l'église. Bon, maintenant, ils ont grandi, mais ils ont peur d'aller à l'église. Quoique, ayant été élevés très fort, et moi, je suis bénévole, en fait, dans beaucoup de... Dans beaucoup de... Dans beaucoup d'endroits. Je vais jusqu'à presque... Je veux dire, Westmount. Et puis...

Ben, voilà. Moi, comme j'ai la chance d'avoir un business, en fait, indépendant, j'ai... Et comme je suis étrangère, j'ai décidé que, comme je n'avais pas de famille ici, mis à part les quatre enfants et le papa, ben, j'ai le temps pour les autres personnes. Et on m'a éduquée comme ça depuis que je suis née. C'est un peu une éducation catholique ou... Je ne sais pas. Enfin, en tout cas, bref, j'ai fait les scouts, l'église, Je me suis retrouvée dans des situations... Toute seule dans les bois. Débrouille-toi pendant deux jours pour bouffer. Bon. En tout cas, là, jusqu'à présent, ça se passait bien. Je parvenais à faire... Et j'ai peur de rien, honnêtement. Mais là est arrivée, donc, cette solution... Enfin, cette idée, donc, de mettre des gens dans un sous-sol. Pas de fenêtres. Parce que j'ai été, bien sûr, à l'annonce de qu'on prendrait éventuellement cette place-là. J'ai fait, quand même, plusieurs centres de jour. Ça se dit comme ça. Enfin, je veux dire... Oui. Bref. Excusez-moi de... Bref. Souvent, il y a, quand même, un tout petit peu de lumière. Alors là, on parle d'une salle sans lumière. Sombre. Sombre. Déprimante. Quand ça s'est mis... Quand ils ont commencé à l'ouvrir, j'ai comme fait des suggestions. Parce que comme je savais que j'allais aller souvent aider de... Peut-être mettre un peu de déco, du bois. Enfin, des choses de plus... Ça ne s'est pas fait. Et à... Je ne sais pas. Je déplore que, depuis cinq ans, le quartier est devenu, bien sûr, le tiers-monde, comme on l'appelle généreusement, de Montréal. Et c'est très triste parce qu'en fait, moi, j'ai... Les amis de Belgique ne viennent plus me voir. Ma famille, je demande qu'ils ne viennent plus. Ça, c'est sûr. J'ai, quand même, quelques amis vaillants qui viennent. Et donc, je leur explique. Il ne faut pas avoir peur. Parce qu'honnêtement, moi, j'ai fait beaucoup de choses la nuit, le jour. Et je n'ai jamais été... Je n'ai jamais eu peur et je n'ai jamais été molestée. Parce que c'est sur qui me connaissent. Donc, évidemment... Voilà.

Sandrine :

Je pars pendant trois mois pour le décès de quelqu'un en Belgique. Je reviens. Oui. Have you been, Sandra? We missed you. Bon. Alors, évidemment, ça fait chaud au cœur vu que je n'ai pas de famille ici. Mais c'est très triste parce qu'en cinq ans, il n'y a eu aucun, aucun, aucun avancement. Toutes les

personnes que je vois depuis cinq ans... Elles sont là, droguées, urinant dans la rue, criant. Et des gens que je connais. Et ça m'attriste. Je suis partie pendant six mois pour enterrer trois proches à moi. Récemment, je reviens. Je pensais qu'il y aurait peut-être des petites améliorations. Non. Parce qu'évidemment, ces gens qui sont dans la rue, qui reçoivent une somme d'argent au début du mois sans rien faire. Évidemment, ils reçoivent l'argent. Ils les dépensent directement le premier jour dans la drogue. Enfin, dans l'alcool, la drogue. Et alors, évidemment, moi, je leur explique. Ne faites pas ça. J'ai déjà même essayé d'aider à prendre une partie de leur argent pour leur donner dix jours après. C'est trop fatigant. Je n'ai pas le courage de faire ça. Et puis, finalement, c'est triste. En fait, je trouve que l'endroit qu'on leur offre, c'est carrément scandaleux. Et je le sais que ce n'est pas pour les aider que l'Église a fait ça. J'ai rencontré l'Église. J'ai dit mais il doit bien y avoir des églises vides. Plus en dehors. Plus en dehors d'un tel trafic de personnes qui vous vendent de la drogue et de l'alcool. Et je suis un peu d'accord avec le monsieur qui était là avant. C'est qu'en fait, il y a une SAQ, par exemple, dans les galeries du Parc. Et puis, ils disent nous, on comprend, Sandrine, qu'on trouve triste qu'on doit vendre de l'alcool. Mais la SAQ nous demande de l'argent. Là, devant moi, il y avait une personne qui venait de dépenser 60 ou 70 ou 80 balles en alcool. Et qu'est-ce qu'il va faire ? Il va crever dans la rue. Je lui dis mais en même temps, on ne peut pas demander à la SAQ ne vendez plus parce que sinon, ils n'ont plus d'argent. Donc, il y a tous des trucs que je trouve ça. C'est au-delà. Moi qui suis une hypersensible, je n'arrête pas de pleurer. Parce que je vois que ce que je peux faire, je le fais. Mais en respectant et en étant respectée parce qu'évidemment, ils me connaissent. Mais il y a des choses qu'on doit pouvoir faire autrement. Et quand on ne voit pas d'avancement. Dans 5 ans, on voit qu'ils se font hit by cars. Qu'ils se font violer. Moi, je passe des enfants d'une école, l'école Félix à là-bas avec des enfants en bas âge. J'ai déjà dû demander à un groupe. « Si vous courez maintenant, je vous donne des bonbons. » Mais non, Sandrine, tu ne donnes jamais des bonbons. Tu donnes juste ton chocolat beige bio. Tu ne vas pas nous donner des bonbons. Si vous foncez. Pourquoi ? Parce qu'il y avait des gens qui étaient en train de baiser juste là. Ou quand il y en a un qui urine et tout ça. Moi, vous savez, moi, j'ai grandi mais pas eux. Donc ce n'est pas normal. Il doit y avoir d'autres solutions. Je sais qu'à Vancouver à Toronto je sais qu'il y a des grands emplacements. Ça vient avec une chose qui va vous intéresser. Multidisciplinaire. Alors moi je sais que les gens auxquels je m'attache c'est souvent quand même des personnes Inuit par hasard. Et ils me disent, on veut des espaces verts. Pourquoi on est sur l'eau ? Pourquoi on est sur le béton ? Je dis alors peut-être retournez là-bas. D'abord emmenez-moi là-bas. Ce sera plus propre. Mais non mais non tu ne comprends pas. Là là on revient parce

qu'on est malade. Et puis alors finalement enfin bon c'est fou. C'est fou. En fait c'est une histoire de fou parce que parfois ils ont un bête truc. Ils vont à l'hôpital. Et puis finalement parce que j'ai des amis qui travaillent à l'hôpital où ils vont. Et puis finalement pour rien du tout. Et puis finalement quand il y a quelque chose de grave il n'y a plus de place. Enfin je veux dire on ne les croit plus. Enfin bon. Et qu'est-ce que je voulais dire d'intéressant ?

Commissaire :

Vous avez parlé des grands emplacements.

Sandrine :

Des grands emplacements. Alors moi je vais vous dire bon je suis quand même Canadienne québécoise. Il n'y a pas que la Belgique. Mais j'ai quand même fait six mois en Belgique. C'est quand même drôlement mieux organisé. Vraiment je n'ai jamais vu.

Commissaire :

Avez-vous des suggestions à nous faire ?

Sandrine :

Moi, il y a une chose qui me hérisse. Oui. C'est que combien de fois on nous a promis des logements sociaux ? Combien de fois on n'a pas dit ? On va aller à, ça s'appelle Verdun, je pense. Oui, c'est ça, le long de l'eau. D'ailleurs, c'est mon échappatoire. Là, on avait dit qu'on allait ouvrir un centre magnifique pour les Inuits. Enfin, les autochtones, je ne sais pas comment. Bref, parce qu'il n'y a peut-être pas que les Inuits. Et donc, moi, j'avais visité le centre. Et je dis, c'est génial. C'est magnifique. Ça fait cinq ans. Il n'y a pas un... Bref, un dollar qui a été mis là-dedans. Donc, on fait des promesses. On dit à des gens, vous allez avoir un espace. C'était bien, c'était près du métro. Et ce n'« était pas près de maison. Ce n'« était pas près d'une garderie. Ce n'« était pas près de... Enfin, rien qui a commencé. Et c'est chaque fois, chaque fois, je vais à Résilience Montréal pour aider. Chaque fois, on dit, nous, il n'y a rien. Et c'est ça que je déteste. Qu'on dise, on va faire des choses pour eux. Il n'y a pas un truc qui est fait pour eux. Alors, ça m'énerve parce que moi, je travaille dur. J'ai quatre enfants. J'ai payé des études ici dix fois plus chères que ce que je paierais en Belgique. Mais j'ai appris beaucoup de choses. Et j'ai beaucoup, beaucoup... Franchement, je dois beaucoup au Québec parce que je vois le monde autrement. Mais là, c'est inacceptable. Les taxes que je paye à l'État pour marcher dans de l'urine. Éventuellement, quelqu'un avec une seringue. J'ai peur que peut-être la personne, et ce n'« est pas les autochtones, me mettraient

la seringue parce que je suis une connasse de Française alors que je suis Belge. Je n'arrête pas. C'est une petite blague. Vous n'êtes pas Française ? Non. Ne me dites pas que je suis Française. Quelle horreur. Voilà. Mais donc, moi... Alors, mon avantage parce que je suis Belge, c'est que c'est toujours moi qui vais parler aux politiciens. Parce que toi, tu es Belge. Les Québécois, ils t'aiment bien. Ils en ont marre des Français. Et voilà. Donc, moi, je profite de ça. À chaque fois, ils font des textes. "Vas-y, on va t'écouter. Tu es Belge. C'est génial." Mais bon, voilà. Je suis quand même déprimée par la situation.

Commissaire :

Ce que je retiens, Sandrine, de ce que vous dites, c'est votre cri du cœur. C'est "ça n'a pas de bon sens que ça ne bouge pas, qu'on ne fasse pas avancer la situation."

Sandrine :

Oui, je vois bien ce qui se passe à New York, la ville de New York. Je vois bien ce qui se passe ailleurs. Mais je vois aussi ce qui se passe en Belgique. Attention. Il y a des endroits, à Bruxelles, par exemple, mais à Bruxelles, par exemple, on ne peut pas, alors qu'on adore les bières, ils ne peuvent pas consommer devant nous forcément en jetant une bouteille à la figure. Moi, j'ai déjà reçu des bouteilles à la figure. C'est pas normal, quoi, ici. Tandis que là-bas, on monte des tentes pendant la nuit près des gares. Mais après, ils doivent refermer. Et ils ne peuvent pas avoir des bouteilles qui traînent par terre, des drogues qui traînent partout. Enfin, je ne sais pas. Ils doivent nettoyer. Et puis moi-même, cette fois-ci, j'ai été aidée à nettoyer le matin à la gare du Midi, gare du Nord et tout ça parce qu'ils font ça correctement, quoi. Alors, ce que je trouve qu'il y a beaucoup aussi à Bruxelles, c'est, par exemple, des voitures, comme des mini-camionnettes avec des communautaires, je ne sais pas comment on appelle, enfin, sociales et tout ça. Et ils circulent. Et ils vont voir. Et même quand il y a juste deux personnes, on va les voir. Pourtant, on est quand même 11 millions d'habitants dans un petit pays. Et tant qu'à faire. EMMIS, vous savez, le groupe EMMIS, là. Oui. Ils ne nous ont jamais aidés dans Milton Parc. Jamais. Ils n'arrivent jamais. Franchement, jamais. Et ils circulent en voiture. Vous savez que moi, je suis écolo. J'ai quatre enfants. J'ai fait tout sans voiture. De temps en temps, prendre un taxi parce que j'avais 10 paires de patins avec les... Je prenais les enfants des autres étrangers comme moi. Mais c'est fort. C'est fou qu'un jeune arrive comme ça en voiture et demande, tiens, et alors ? Je ne sais pas. Ce n'est pas quoi. Enfin, je ne sais pas. Je comprends que parfois, il y a une urgence. On attend trois heures en général quand on a une petite urgence sur l'avenue du parc. Donc, et c'est juste que ce que je reproche aussi, c'est

comment on peut mettre des gens dans un sous-sol sans aération. Écoutez, on descend. Ça sent l'urine. Quand ils descendent les escaliers qui sont sous, ils tombent. Donc, parfois, moi, j'aide. Ce n'est pas qu'ils soient handicapés. C'est qu'ils sont tellement intoxiqués. Ça sent l'urine. C'est fou, quoi. Et l'Église n'en parle pas. Ils disent qu'ils font ça pour les aider. Écoutez... Enfin, voilà. J'ai encore plein de trucs, mais j'essaie d'un peu faire de l'humour parce qu'il faut dans la vie.

Commissaire :

Je ne veux pas vous empêcher de nous donner une ou deux idées de plus, mais vous avez déjà identifié deux choses.

Sandrine :

C'est — à — dire que je trouve qu'il y a beaucoup d'argent qui sont un petit peu... Moi, personnellement, je pense qu'au Québec, on dépense pas mal de l'argent. Parfois, il me semble, et ce n'est pas de votre faute ou de ma faute, mais il me semble qu'il y a un petit peu des magouilles dans l'argent dépensé pour le social. Je vous sors le cri du cœur de... Je suis dans un collectif de 1 000 personnes à Milton Parc. Ils m'ont envoyée ici alors que j'étais fatiguée et sous allergie, mais on vient de perdre justement une personne dans le quartier qui nous aidait beaucoup, donc je ne sais pas ce qu'on va faire sans elle. Elle vient de décéder il y a trois jours, donc je suis encore sous le choc. Mais... Mais voilà quoi, je veux dire, je vous ai dit un peu ce que je pensais.

Commissaire :

Donc, de l'Association des résidents de Milton Parc ?

Sandrine :

Exactement. D'accord. Donc, on a le collectif et on a... Alors, parce que chez nous aussi, c'est des coop'. Et alors, en fait, pourquoi ils ont mis Open Door là ? Ils se sont dit, ouais, les gens des coop', ils vont nous aider. Les gens des coop' n'aident pas vraiment. Puis, c'est toutes des personnes âgées. Ils ont sauvé les maisons du temps de Lucia Kowaluk et tout. Et maintenant, eux, vous savez, il y en a des qui ne sortent pas de tout l'hiver. Oui. Ces gens des coop' ». Alors, c'est ça qui ne va pas, quoi. Donc, en fait, à partir d'un certain âge, si on ne sait plus marcher dans la rue... Bon, déjà, là, c'est casse-gueule pour l'instant avec l'hiver, là. Mais c'est fou. Ce n'est pas normal, quoi. Parce qu'ils ont peur des gens. Mais ils n'ont pas le temps de les apprivoiser comme moi je fais. Parce que j'ai été élevée comme ça et j'ai peur de rien. Mais j'ai déjà été en prison pendant Carré Rouge. Mais ça m'a fait plaisir. Mais enfin, voilà. Donc,

je vous dis un peu que... Ça va. On n'est pas tous descendants de Vercingetorix comme moi. Et donc, parfois, notre quartier, on en a peur, quoi. Et ce n'« est pas normal, quoi. OK.

Commissaire :

Ça va ? Oui. Je voulais juste vous remercier.

Sandrine :

Oh, ben ! Ça me fait plaisir. C'est dommage. Je ne suis chocolatière. Je n'ai pas... J'ai donné 300 sachets de chocolat à des oeuvres ce week — end. Pas de chance. Pas de chance.

Commissaire :

Merci, Sandrine.

Sandrine :

Ça me fait plaisir. Et puis, je peux laisser mes coordonnées au cas où vous voulez me contacter. Je ne sais pas si... Parce que j'aurais une idée géniale. Non, mais on est en... Je sais que le CPM est en lien avec l'organisme dont vous avez parlé. Oui, mais sauf que le problème, elle vient de décéder, la grande directrice. Donc... Oui, je sais. Donc, je ne sais pas qui est-ce que vous allez contacter. Ah, OK. C'est vrai que ce serait peut-être bien que je vous laisse deux, peut-être, mails. Enfin, deux adresses courriels.

Commissaire :

Parfait.

Éva

Commissaires :

Rappelle-moi ton prénom.

Eva :

Eva.

Commissaire :

Et tu es résidente du Centre -Sud ?

Oui.

OK. Alors, de quoi tu veux nous parler aujourd'hui ?

Eva :

En fait, c'est plus en écoutant les autres personnes parler que ça m'a inspirée un peu et que j'ai voulu donner mon point de vue sur des petits détails. Ça fait que ça va être un peu décousu, je m'en excuse d'avance. Donc, c'est ça. Quelque chose qui revient quand... Nommez les citoyens riverains. Pourquoi riverains au juste, première question ? Qu'est-ce qui fait qu'ils sont riverains ? C'est une question pour vous, c'est ça ? Ah ! Généralement...

Commissaire :

Moi, j'ai lu ça dans des documents pour dire qu'ils habitent près d'une ressource. Riverains... Ah ! Riverains de la... OK, OK, OK. Il y a l'autre... L'autre appellation qu'on lit dans d'autres types de documents, les logés et les non — logés. OK ? Mais les riverains, c'est généralement ceux qui habitent près d'une ressource. C'est ça que j'ai décodé.

Eva :

OK. Je me demandais c'était quelle rive qu'on parlait là -dedans. Ah ! Je comprends. Là, ça fait du sens. C'est ça. J'ai tendance à utiliser. Les riverains, les citoyens domiciliés, citoyens logés... pour faire la différence. Quelque chose qui revient beaucoup quand on parle de consultation, de cohabitation, c'est que les riverains, les citoyens domiciliés qui habitent autour des ressources, n'ont pas été consultés en prévision de l'ouverture de la ressource. Par contre, ce qui va avec ce discours-là, en fait, c'est souvent l'impression de ces personnes-là qu'il y aurait un droit de veto par rapport à l'ouverture des ressources ou pas. Donc, nous, il faut vraiment souvent faire cette sensibilisation-là, que même si tout le monde en avait parlé d'avance, ça n'aurait pas... tu sais, tu aurais voulu le savoir d'avance, mais tu aurais voulu le savoir d'avance pour empêcher que ça ouvre. Ça fait que ce n'est pas nécessairement ça, la vision des choses et le genre de conversation qu'on veut avoir qui, on pense, ne va pas nécessairement mener à grand-chose de juste un peu se braquer par rapport aux situations. Je ne sais pas pourquoi ça me stresse. Je vous parlais tantôt que tout était bien, mais là, le micro, ça...

Commissaire :

Attends. Mais je... Est-ce que tu es d'accord qu'on... On échange ?

Eva :

Oui, bien oui, vas-y, vas-y.

Commissaire :

OK. Parce qu'on a reçu toutes sortes de groupes. Oui. Plusieurs nous ont dit avoir appris de leur échec dans le sens où ils avaient travaillé fort, ils avaient été mis devant une situation où en deux mois, ils auraient dû ouvrir une ressource. Ça n'a pas marché. Les citoyens ont bloqué cette possibilité-là et surtout, la personne qui vendait le terrain a... a changé d'avis. Et eux sont venus nous dire, il faut vraiment travailler ça en amont. Oui. Six mois minimum, puis ils ont toute une réflexion là -dessus qui était assez impressionnante. Alors que... Est-ce que toi, tu penses que les ressources, les groupes qui veulent ouvrir une ressource devraient plutôt garder ça en silence ? Plutôt que de l'annoncer aux personnes du voisinage ?

Eva :

Je pense qu'il y a un peu une genre de relation que vous avez faite là - dedans, en fait, de pourquoi on n'en parle pas nécessairement d'avance, c'est qu'on ne veut pas donner le temps aux gens de se préparer pour pas ouvrir les ressources. Oui. Ça, je comprends. En même temps, on est ouvert en par... Oui. Bien, je dis... Au sens large, je travaille pour une ressource dont je n'aimerais pas le nom ici présentement. Mais on... En fait, ce n'« est pas qu'on ne veut pas en parler d'avance. C'est juste que... Oui. En fait, tu sais, des fois, les occasions, ce n'« était pas nécessairement présenté. Puis là, on commence à parler de ce... de cette préparation en amont — là. Ça fait que c'est sûr que si ça n'avait pas été réfléchi avant, bien, ça n'avait pas été réfléchi avant, puis c'est pour ça que ça ne s'est pas fait. Là, maintenant qu'on a vu les situations qui sont passées, que ça s'est causé parce que ça n'a pas été préparé d'avance, bien...

Commissaire : Il y a comme un désir de transparence. Il y a un désir d'ouverture. Il y a un désir de...

Eva :

Bien, 100 % un désir de transparence, puis... Mais, tu sais, si on prend l'exemple de genre des... des... des comités de bon voisinage, des comités de cohabitation, ce genre de choses -là, qui deviennent souvent des espaces plus de ventiler que de... de concertation et de réflexion et de... d'apport de solutions des deux côtés, là. Je dis ça autant de la part des citoyens riverains que de la part des organismes. Là, des fois, ça... à la place d'être dans une réflexion, d'une co -construction, ça devient à... On défend un peu nos propres intérêts. Puis... puis c'est normal dans un sens aussi, là. Fait que, selon moi, oui, il y a la volonté de le préparer en amont. Mais je pense qu'il faut quand même que ça ne soit pas fait dans une optique que les services n'ouvrent pas, parce qu'on a besoin des services. On a besoin de plus de services. On a besoin d'une

diversité de services. D 'avoir plus de services, ça va faire qu 'il va y avoir moins d'enjeux autour des services qui existent déjà, puis autour des nouveaux services, parce que les gens ne seront pas concentrés au même spot. Puis les services ouvrent là où les besoins y sont. Ce n « est pas vrai qu 'à cause des services, il y a... il y a du moins... Il y a du monde qui va... Oui, à cause des services, il y a du monde qui va en aller chercher, mais dans le sens que les gens sont déjà là, les besoins sont déjà là. Fait qu 'on peut répartir, en fait, ces enjeux de cohabitation — là juste en ayant plus d'endroits à aller. C 'est...

Commissaire :

Donc, tu serais favorable au fait qu 'il faudrait implanter plus de services de ressources, quelles qu'elles soient, spécialisés, avec accompagnement, avec tout ce qu'on peut vouloir de mieux. Oui. Sur l'ensemble du territoire ?

Eva :

Oui. OK.

Commissaire :

Mais est-ce que tu as une réflexion sur, pour que ça se passe bien pour tout le monde, y compris ceux qui vont en profiter, ceux qui vont y travailler, ceux qui vont vivre à côté, il y a un désir de... un besoin de sensibilisation ? Oui. Et comment ça peut se faire ? As — tu réfléchi à ça ?

Eva :

Bien, en fait, tout ça, tant qu 'à moi, passe beaucoup par l 'éducation populaire, par la déstigmatisation, par être assis puis se jaser, là, parce qu 'il y a beaucoup... Des espaces de dialogue. Des espaces de dialogue, c'est ça. Puis des espaces de dialogue ouverts un peu. Ça revient un peu à ce que je disais, là, qu 'ils soient vraiment en co -construction, qu 'ils soient en co -réflexion, qu 'ils soient plutôt que pour mettre des bâtons dans les roues de la personne qui n'est pas du même bord que toi, d'une certaine façon, là. Puis c'est ça, en fait, tu sais. Puis je pense qu 'il y a cette volonté-là. Puis on entend beaucoup parler, tu sais, des situations... où ça ne va pas bien. On entend beaucoup parler des gens qui ne sont pas contents puis qui ont des mauvaises situations. Puis c'est normal, tu sais, qu 'on entend plus parler de ça. Mais dans les organismes, il y a quand même beaucoup de bonnes histoires. Il y a quand même beaucoup de personnes qui viennent pour s 'informer, qui nous contactent pour avoir des

formations, pour avoir de l'éducation, pour avoir ces conversations-là, pour en parler puis pour être vulnérable aussi, d'une certaine façon, parce qu'il y a des enjeux qui se passent autour de chez moi. Je me sens impuissant. Qu'est-ce que je peux faire avec ça ? Puis... Puis... Puis c'est ça. Ça fait que l'éducation populaire, des conversations ouvertes, vulnérables, transparentes, puis...

Commissaire :

Et des formations ? Des formations aussi. Dans les écoles ? Dans les...

Eva :

Oui.

Commissaire :

Dans les écoles, dans les lieux de travail ?

Eva :

Bien, dans les écoles, dans les lieux de travail, des espaces de discussion citoyen diversifiés, avec ou pas de thématique nécessairement, des... tu sais, juste plus de support pour tout le monde, en fait. Que ce soit du support pour les organismes, que ce soit du support pour les riverains, que ce soit du support en santé mentale. Que ce soit... Peu importe. Développer des ressources. Puis c'est...

Commissaire :

C'est intéressant. Plus d'espaces de dialogue, mais en même temps, vous avez dit... Il faut s'assurer que ces espaces de dialogue ne deviennent pas des... Confrontations. Oui. Des rencontres, confrontations, en même temps. Est-ce que c'est ça votre expérience ? Est-ce que vous... Vous avez déjà vécu des comités citoyens ou... Oui. Ou...

Eva :

C'est... C'est arrivé... Tu sais, ça revient un peu à ce que je disais, là, que les gens utilisent ces espaces-là pour... Je dis pas que c'est la majorité, je dis pas que c'est tout dans ces espaces, mais tu sais, je veux dire, c'est arrivé des instances que les gens voulaient ces espaces-là pour soit faire fermer des ressources, soit pour empêcher qu'il y ait quelque chose qui se développe. Puis... Tu sais, je veux dire, si... Il y a une différence entre parler... de ta situation, puis de t'en servir comme d'un argument... Je sais pas trop comment l'expliquer, là. D'habitude, ça va vraiment bien, ça. Là, je suis un peu stressée. Mais c'est ça, tu peux... En tout cas, je sais pas ce que ça fait.

Commissaire :

Est-ce que t'essaies de dire que les personnes qui vont émettre des plaintes... Oui. ... vont être moins collaboratives ou... Aussi, du côté de la ressource, on n'a pas toujours l'ouverture pour écouter ce qu'elles ont à dire et éventuellement intégrer la proposition. Je te donne un exemple, on a beaucoup parlé avec un gars qui s'appelle David Chapman, qui dirige La Maison Résilience, et lui, il nous a dit... Ça fait quatre ans qu'il va être en... déplacements de son truc. Il fait quatre ans qu'il parle avec le monde. Il dit des milliers d'heures. Et il dit, c'est sine qua non. Si on ne le fait pas, on n'avancera pas. Alors, on était assez impressionnés devant cette détermination, mais des deux côtés. Puis il dit, les bonnes idées qu'on a reçues de notre voisinage, qui nous ont coûté beaucoup de temps, beaucoup d'argent, pour l'implanter dans un... Et on pense qu'on va avoir un projet extraordinaire.

Commissaire :

Il faut dire que, oui, David Chapman a dit qu'il travaille très fort sur la coopération, mais ce qui est dans la coopération aussi, c'est l'architecture de l'édifice comme tel. Alors, la question, on n'a pas la réponse, mais David Chapman n'est pas ici. Ce dialogue avec les résidents, sans cette architecture, qui est conçue pour que les personnes ne soient pas visibles, est-ce que ça aurait fonctionné ? On ne sait pas. On ne sait pas. L'histoire ne nous dit pas.

Eva :

Bien, c'est compliqué, à un moment donné, aussi, de faire quelque chose pour cacher le monde. Tu sais, c'est pas en cachant les choses que ça arrive de se passer.

Commissaire :

Mais c'est pas pour cacher le monde. Non, non. Mais c'est pas ça qu'on veut dire du tout. C'est que c'est conçu pour que les personnes qui... les usagers, qui les usagers de ressources soient très confortables. Je pense que c'est la mission première. Et aussi, d'une façon aussi de bien intégrer les ressources dans la communauté pour que ce qui dérange les voisins, les nuisances soient éliminées. Oui. Alors, c'est pas conçu pour cacher le tout. Oui, non. Moi, je comprends. C'est pas ça qu'on voulait dire. Mais en fait, c'est ça qui arrive. Le monde, ils sont dans les ressources.

Eva :

Aussi, tu sais, il y a beaucoup... Il y a beaucoup de... Il y a beaucoup de gens qui vont comme responsabiliser les ressources pour ce qui se passe en

dehors des ressources. Tu sais, je veux dire, mettons, tu as une ressource à une adresse, c'est pas de ta faute ce qui se passe qu'à trois rues plus loin, tu sais. Ça aurait très bien pu se passer que tu sois ouvert et que tu sois fermé. Peut-être même que ça s'est pas passé avant parce que tu étais ouvert, parce que les gens ont pu venir utiliser les services, oui, à la fois, il y a une responsabilité tant qu'il y a moi de la part des ressources d'éducation populaire, mais pas juste envers les riverains, mais envers les usagers des ressources, tu sais, par rapport à justement tous ces enjeux-là de cohabitation. Mais comme c'est ça que si tu fais pas attention à ton quartier, bien, les gens vont se tanner puis ça va empirer ta situation. Il y a toutes ces choses-là aussi, mais en même temps, c'est vraiment un double tranchant, je trouve, ce discours-là de... Fait que... Fait que ouais, c'est un peu ça ce que ça m'a amenée. Il y avait... Il n'y a pas de chemin facile.

Commissaire :

Il n'y a pas de chemin facile. Il n'y a pas de chemin... C'est ça. Puis... Très bien.

Commissaire :

Est-ce que tu veux ajouter autre chose ?

Eva :

Oui, juste une petite parenthèse. Tantôt, on parlait des enjeux. Qu'est-ce qui fait que c'est plus dur de sortir de la rue si ça fait plus longtemps qu'on est dans ces situations-là ? Il y a aussi des histoires d'habitude, vraiment aussi simple qu'est-ce que ça. Toi, du jour au lendemain, tu perds ton logement, tu perds ta maison, tu perds ton char puis tu n'as plus rien, bien, te déplacer, c'est un autre enjeu, te loger, ce n'est pas vraiment pas pareil. Tu n'es plus dans tes habitudes. Peut-être qu'il y a ta petite série que tu écoutes à 7 heures le soir en revenant de travailler, tu n'as plus les moyens de l'écouter puis c'est déstabilisant puis ça prend un bout à se réhabituer à des nouvelles habitudes. Je pense juste que c'est une petite parenthèse que je trouvais qui n'avait pas été abordée là-dedans. Puis, il y a des... C'est ça, juste aussi pour les...

Quelqu'un qui parlait des projets avec les commerçants. C'est en développement. Ce qu'il y a sur pied en ce moment fonctionne quand même bien et il y a d'autres organismes qui sont en train de développer ce genre de projet mais c'est quelque chose qui est long à mettre sur pied puis il faut quand même développer un lien de confiance puis ce n'est pas tout le monde qui est convaincu que c'est la responsabilité de tous le filet social mais c'est ça parce que c'est tricky sans dire comme c'est à toi de faire de pallier un besoin que les

autres instances que ça devrait être leur responsabilité ne font pas. Si on prend l'exemple des toilettes, si on prend l'exemple des bouteilles d'eau, je veux dire, oui, les commerçants ont des toilettes accessibles mais ça ne devrait pas être à eux d'accepter tout le monde dans leur commerce nécessairement. De l'eau, tout le monde a besoin puis c'est tout le monde qui a besoin de ça en n'importe quelle heure du jour puis c'est ça. À un moment donné, c'est pas... Oui. Fait que c'est pas...

Commissaire :

Alors, si je résume, il y a des instances publiques qui devraient, qui ont en principe la responsabilité de suffire aux besoins d'une population

Eva :

De base, de tout le monde

Commissaire :

Qui n'y arrivent pas, ne le font pas ou choisissent de ne pas le faire et ça retombe dans la cour des commerçants, des... du réseau communautaire. Donc, ça impacte tout le monde.

Eva :

C'est ça que... Ça ressemble à ça. Tu résumes bien. Merci de faire du sens de mes idées pas très claires.

Commissaire :

Je ne peux pas te mettre des mots dans la bouche. Non, mais c'est... C'est les bons mots. C'est les bons mots.

Bien, merci beaucoup, Eva. Bien, merci. Porte-toi bien.

Chantale

Commissaire :

Est-ce que vous voulez me rappeler d'abord votre...

Chantale :

Chantale Duguay. Chantale. J'aimerais savoir, pour commencer, pourquoi il n'y a pas de caméra et pour la confident...

Commissaire :

Pardon. Je vais vous répondre. Oui. Parce que c'est une activité où on a choisi d'enregistrer les citoyens qui voulaient venir et on se doutait qu'un certain nombre d'employés d'entre eux n'avaient pas envie d'être à l'image. D'accord. Alors, par respect.

Chantale :

Mais en fait, c'est ça. C'est du faux respect. C'est de la fausse sécurité. Parce que c'est à cause de ça qu'on est encore dans la situation qu'on est. Parce qu'en fait, on dit, c'est pour protéger et tout ça, mais ça l'empêche qu'on puisse parler des failles. Parce qu'on n'a pas le droit de prendre des photos. On a le droit de prendre des photos, mais pas des personnes. Un exemple que... Attendez. C'est parce que c'est le flash que je viens d'avoir. C'est exactement, exactement ça. C'est la confidentialité et la sécurité est là pour cacher en fait toutes les failles. Parce qu'on ne peut pas prouver, en fait. On peut parler, parler, mais on n'a aucune crédibilité. Puis les gens sont remplis de préjugés. Le gros problème, c'est l'impatience. Tu sais, le truc de violence, zéro violence, ça voudrait dire zéro impatience. Quand tu rentres dans un endroit, tu es supposé avoir tout le personnel qui sourit, comme vous, 24 heures, 24. Tu rentres dans la place, tu es souriant. Tu sors de là, tu es souriant. Puis c'est la même chose pour tout le monde. Si quelqu'un est impatient, tu le remets à sa place. Mais gentiment, tu sais, comme il y a des trucs pour ça, OK ? Puis juste vous dire, en fait, il faut rééduquer tout le monde. Parce qu'il y a des ostis pas de place qu'il y en a dans toutes les sphères de la société. Toutes les idées qu'on a, elles sont géniales. Mais elles ne seront jamais écoutées parce qu'elles s'en tapent. Ils ne sont pas là pour nous aider. Ils sont là pour travailler. Les gens ont été éduqués pour travailler. Un travail, c'est un travail. Tu as des règles à suivre. Mais nous, comme moi, qui veut suivre les règles, si je suis les règles, je suis dans la merde tout le temps, tout le temps, tout le temps, tout le temps. Moi, comme je dirais, avec ma mère, j'en fais de l'engrais puis maintenant, je fleuris. Ça, c'est moi parce que j'ai la force pour. Parce que j'avais, moi, c'était vraiment l'amour de mes enfants qui ont fait que je suis encore là aujourd'hui. Puis, ils ne me parlent toujours pas puis il y a encore tous les préjugés du monde après moi. Puis, ça, c'est à l'intérieur. Je pourrais vous donner des exemples juste aujourd'hui, sincèrement. Chaque fois que j'ai des bonnes idées qui feraient que je m'en sortirais, il y a quelqu'un qui m'aide puis vraiment, il y a un intervenant qui est là qui est vraiment génial. L'intervenant disparaît.

Commissaire :

OK.

Eva :

Oui. Quand je suis venue hier, en fait, une journée avant, il était supposé d'avoir, je suis supposée de la rencontrer justement pour parler avec elle puis j'ai entendu qu'il y avait un problème. J'ai entendu, parce que j'entends tout, je vois tout, je n'ai fait que ça pendant 14 ans et puis, bien, je ne peux pas pas le dire. Puis là, je peux le dire parce qu'en fait, si ça a été aussi long avant que je m'en sorte, c'est parce que tout le temps, je me ferme à la boîte parce que moi, c'est hors de question que je dorme dans la neige. Jamais de la vie, je vais dormir dehors de même, c'est hors de question. J'ai enduré puis enduré, je me suis fait mettre dehors plein de fois pour des raisons tellement qu'il n'y a pas de sens. En fait, ce que je vous dirais là, OK, quand tu rentres dans une place, c'est correct mais ça ne fait pas de sens.

Commissaire :

Tu veux dire quand tu rentres dans une place, dans une ressource ou dans un service?

Chantale :

Dans les hébergements.

Commissaire :

Ah, dans les hébergements. OK. Quand tu dis, attends, je vais juste essayer de te suivre. Quand tu dis, c'est ça que j'ai connu pendant 14 ans, c'était quoi ?

Chantale :

Ah non, attends, je ne dis pas le truc de préjugés et tout ça. Le temps, OK, on ne jouera pas, là, vous allez me mêler, ça n'a rien à voir. OK, là, ce que je veux dire, tout simplement, où est-ce que je suis, c'est magnifique, c'est vraiment hot mais vu de l'extérieur, quand tu arrives, parce que tout le monde trouve ça vraiment, vraiment top, c'est, mais premièrement, c'est juste 21 jours puis, OK, tu es dans une ressource pour 21 jours. Oui, mais attends, pour vrai, les ressources, ce qui se passe, là, les femmes, comme je me suis ramassée à Femmes de conviction, il a fallu que je me trouve une place, il n'y avait pas d'Internet, c'est moi qui ai été chercher les ressources sur l'ordinateur puis que j'ai mis sur leur ordinateur un dossier, en fait, dans les favoris où ils puissent trouver des hébergements d'urgence, tout, tout, avec tous les formulaires puis

tout ça, tu sais. Puis, ils ne font absolument rien. En fait, ça va plus loin que ça. Ils font exprès parce qu'en fait, ça les dérange quand tu vas leur dire qu'ils ont une faille. C'est normal parce que tu les prends à défaut. C'est leur travail. Eux, leur travail, c'est ça. On n'est aucunement des humains à ce moment-là. Je vous dis ça parce que, je vous dis ça, mais il faut toujours, comme que j'ai dit hier, en fait, il faut toujours prendre en compte que je me suis vraiment, on se pose toutes la question, est-ce qu'ils s'en rendent compte, tu sais, que ça n'a pas de bon sens, tu sais. Puis, à un moment donné, tu te rends compte que c'est une mini -société, c'est exactement la même chose, sauf que c'est exacerbé parce qu'ils sont épuisés. Vous avez des gens brûlés qui ne sont pas capables de se lever, mais en plus, il faut qu'ils se débrouillent. Un exemple, il y avait une des femmes qui est arrivée puis elle venait de Sherbrooke puis aucune idée de Montréal comment c'est fait. Puis, il a fallu qu'elle aille en autobus dans une pharmacie pour aller chercher ses médicaments tout seul puis il ne donnait pas de billets, là, c'est pas possible. C'est moi qui ai donné des billets, là. Puis, c'est juste parce que j'en avais et tout ça, mais, puis c'est, tu sais, je l'ai aiguillé un peu.

Mais tout, tout, tout, tout, on doit faire tout seul puis, ah oui, comme là où je suis présentement, c'est ça, j'arrive, moi, je vois ça, tu sais, en comparé d'où j'étais justement parce que tu dois manger, tu sais, aux heures puis tout ça, puis tu ne peux pas garder rien. Moi, j'ai l'estomac attaché. Je n'avais pas de dents en plus, mais pas là maintenant, mais tout le long puis encore là, tu sais, j'ai de la difficulté, je ne peux pas m'arrêter, je mange, tu sais, petit peu par petit peu puis tout le temps puis dans les dernières places que j'ai faites, c'est que, de toute façon, en général, donc tu ne peux jamais garder de nourriture avec toi puis tout ça puis il faut que tu, tu sais, j'ai un papier du médecin qui disait que je devais avoir une collation la nuit puis au début, il ne voulait pas puis à un moment donné, ils m'ont dit, bien là, on les a coupés parce qu'ils voyaient, tu sais, à chaque fois qu'on fait quelque chose pour nous, nous aider, eux, ils voient parce que c'est l'exploitation humaine, tabarouette. Ce n'est pas normal que tu reçois quelqu'un, tu sais, puis là, c'est pour 21 jours puis là, c'est comme, tu as plein, en fait, tu as plein de règles à suivre puis il ne faut pas que tu perdes patience mais ils font tout pour que tu perdes patience parce que comme ça, ils peuvent te mettre dehors puis ils vont rentrer quelqu'un d'autre parce que c'est payé autant de jours. Les églises Ça, c'est les pires. Ils n'ont pas d'argent pour se financer donc ils se financent. Moi, j'ai eu un Noël sur Chamblis. Il y a eu une messe de Noël le matin à 10 heures pendant que c'était notre dernier moment pour aller s'inscrire dans la salle, dans le sous-sol. Le prêtre, il était deux puis il avait une poupée dans les mains. C'était ridicule, tellement absolu. Puis on n'a même pas le droit de monter dans l'église. C'était épouvantable. Je n'ai jamais

vu quelque chose aussi ridicule dans ma vie. Puis ça, c'est la même chose que j'ai été justement à Femme de conviction. Quand je suis montée, j'entendais chanter et tout. Je me disais, voyons donc, c'est bien hot. Quand je suis montée en haut, ils étaient tous cordés, tous bien sapés. On est en train de mourir en dessous. C'est ça que le monde... Puis je l'ai voyais, à un moment donné qu'ils sont partis. Ils sortaient de l'église et tout ça. Il ne se respecte pas qu'il n'y ait pas plus entre eux autres. Ils voient les gros friqués allez dans tous les stationnements, de toutes les auberges. On dirait des magasins de chars neufs pendant que les autres sont en train de crever.

Et juste vous dire, en fait, le problème aussi, comme je vous disais, par rapport au fait que quand vous donnez une place, vous n'avez pas le droit de dire pendant trois jours.

Commissaire :

C'est quoi le problème ?

Chantale :

Deuxièmement, de juste prendre quelqu'un pour trois jours ou 21 jours, ça n'a pas de sens. Tu lui donnes une place, tu lui donnes une place. Parce que pour vrai, que ce soit en été ou n'importe quoi, tu ne mets pas quelqu'un dehors.

Commissaire :

OK. C'est pas restrictif.

Chantale :

Oui, mais ce n'est même pas restrictif. Ça n'a pas de sens. C'est ça que je dis. Quand je dis que c'est correct, mais ce n'est même plus correct rendu là. OK. Puis aussi, oui, c'est ça. Il y a ceux qui sont là depuis longtemps et qui ont de la grosse argent et tout ça. Il y en a qui ont un peu d'argent, mais ça coûte cher en tabarouette être pauvre. Parce que si, tu ne peux pas manger à ta faim, si tu ne peux pas avoir de bouffe avec toi, puis là, ils te sortent avec ton stock et ils ont décidé qu'ils changeaient la table. Elle était plus petite, donc là, il faut que tu jettes ton stock, mais tu es obligé de l'acheter encore. Puis sincèrement, je n'arrive même pas à faire mon mois présentement. Puis pourtant, je ne manquais de rien il n'y a pas si longtemps. Puis je n'ai même plus d'argent présentement. C'est comme, il faut que j'attende d'avoir de l'argent. Ce n'est pas normal. C'est comme, puis, en fait, moi, je suis en attente pour une place avec ma chambre. org. Je suis 32e. Il y a 30 places à peu près qu'il va y avoir cet été. Ils vont faire, donc, avec le médecin, ils m'ont donné un papier, tu sais, comme pour un an, en fait, pour que j'aie le gros chèque, parce que moi, avec

un gros chèque, je vais me le payer mes 1200 piastres. Je m'en fous qu'il me reste 400 piastres pour vivre. 400 piastres, c'est un million pour moi, là, mais je suis encore en attente parce que, en fait, je ne serais même pas là devant vous. Bien, oui, je serais là devant vous, mais je ne serais pas où je suis là parce que c'est juste ça que j'attendais. Tu sais, j'ai ramassé deux mois pour me trouver une chambre puis je suis tombée chez quelqu'un qui était vraiment, on appelle ça la traiteur de noir, c'est le sadiste, c'est le machiavéliste, le psychiatre, il faut aller voir, c'est le DSM -5. C'est ça.

Si vous avez besoin d'une personne ressource, c'est moi, réellement. Moi, je suis là, je vais faire une pétition de toute façon, s'il faut, puis non, non, non, mais ça serait vraiment une perte d'énergie. C'est ça. En fait, le gros problème, ce n'est même pas l'argent ou quoi que ce soit, c'est l'énergie. Tout le monde est brûlé, tout le monde prend l'énergie de tout le monde puis il n'y a rien qui se passe. Il faut remettre du beau, du bon, du bien partout. Il faut de la bonne humeur, il faut de la joie puis ça ne coûte pas cher. Les chèques de BS, il y a des filles qui sont pognées là justement parce qu'elles n'ont pas d'argent. Elles n'en ont pas. C'est pareil pour moi. Puis, attendez, attendez. J'ai le cœur de ne pas manquer ma shot. Pardon.

Ah, le jumelage, en fait. Il faut jumeler les citoyens avec les itinérants. Moi, j'ai plein d'idées comme ça, en fait. Moi, je suis désolée, tous ceux qui travaillent dans la place devraient être jumelés. Au début, là, il devrait y avoir un centre d'urgence où est-ce que tu accueilles les gens, tu les rencontres chacun séparément. Tu leur fais faire le site, il y a un site, en fait, qu'il y a tous les sites et toutes les choses, voyons, les tests psychologiques qu'on peut avoir. À partir de là, tu leur donnes un téléphone à tout le monde comme assistant, là. Personne ne va voler le téléphone de tout le monde. Tu leur donnes un vélo à tout le monde, personne ne va voler les vélos de citoyens à tout le monde. Ça prend de l'abondance et de l'accessibilité. Ce n'est pas un manque de motivation, c'est un manque de stimulation. Où est-ce que je suis, là ? C'est vraiment hot. Il y a la salle d'art et tout. Puis, cette semaine, justement, avant de venir chanter ici un petit bout, en fait, j'ai réussi à chanter là-bas, dans la pièce d'art et c'est chez nous. Pour vrai, moi, je veux gérer la place. C'est comme je vais faire quelque chose de magnifique. Quand je parle aux filles, elles veulent tellement. Avant-hier, il y avait une petite fille, elle était vraiment triste et moi, j'ai acheté. C'est ça que je vous raconte. Je suis allée au Dollarama, en fait, et j'ai acheté plein de... Je voulais juste acheter des petites cartes et créer des petits mots, mettre partout dans la place. Puis, finalement, j'ai eu plein de bricolages et tout ça. Je ne savais pas si j'avais assez. J'ai parlé à la caissière et j'ai expliqué que ça se pouvait que je n'avais pas assez et tout ça. Il y a une jeune

dame, en fait, qui m 'a entendue et qui a décidé de payer, en fait. Ça a coûté comme 40 piastres de bricolage de Saint-Valentin. Moi, tout ce que je voulais, c'est de voir toute la gang. C 'est ça que j 'ai fait quand j 'étais la Gemme de conviction. Je n'avais pas de chance de me payer. J 'ai été acheter des affaires pour tout le monde parce que j 'étais en train de me mettre devant le monde de bin. Tu sais, moi, un soir, j 'étais là et je regardais tout le monde et je me disais « Ouais, ouais, ouais, ils sont vraiment tous bien. » J 'étais contente. Mais tout ça pour...

Commissaire :

Ce que je comprends, c'est que vous dites que dans plusieurs ressources, on manque de beau et de bien.

Chantale :

En fait, c'est un manque de respect total des deux côtés qu 'il y a.

Commissaire :

Les deux côtés pour dire quoi ?

Chantale :

Les employés et les résidents. En fait, peut -être ceux qui sont gentils et tout ça, bien, eux, ils sont pris, en fait. Il y en a beaucoup qui ne savent pas, qui ne se rendent pas compte du tout, en fait. Parce que moi, à chaque fois, justement, les intervenantes, moi, je suis bien trop lumineuse en plus. Oublie ça. Moi, je fais suer tout le monde. On m 'adore et après, on me déteste. Parce que c'est ça, je bouscule parce que moi, j 'ai d'autres idées. Mais eux, non. Juste le café. Tu sais, c'est comme le café, il faut attendre, il faut attendre. Ils font attendre tout le temps, tout le temps, tout le temps. Puis, ceux qui aiment l 'attention, bien, ils font exprès pour y aller quand il n'y a pas le temps. Puis, ils font qu 'ils font exprès. Ah, j 'ai vu, là, il y a des patterns de manipulation, là. Tu sais, genre, non, ça n'a pas de sens. C 'est comme... Tout ça pour vous dire, là.

Commissaire :

En conclusion. Oui.

Chantale :

Excuse-moi. En fait, pour vrai, là... Comment je peux dire ça ? Vous avez besoin de quelque chose de quelqu'un qui peut aller partout, rencontrer le personnel, rencontrer chaque résident et demander exactement qu 'est-ce qu 'ils veulent, qu 'est-ce qu 'ils ont besoin. Puis, à partir de là, voir avec ça. Il y a

moyen. C'est recevoir une personne, en fait, puis voir avec elle un centre d'urgence parce que toutes les institutions sont déjà là, comme on dit. Puis, voir ça un peu comme les centres de jeunesse. Tu sais, moi, quand je suis plus jeune, je me transforme en centre de jeunesse puis ça a été bien parce que je trouvais ça cool. J'ai été dans un foyer de groupe. Bon, bien, moi, j'ai essayé d'apprendre puis de suivre tout le monde puis c'est ça, le problème. Puis c'est ça. Puis le fait que... Tu sais, la petite fille que je vous parle, mais tu sais, elle, elle veut suivre les règles tout le temps, tout le temps, tout le temps. Fait que, tu sais, s'il y a quelque chose qui pourrait l'aider mais qu'elle ne peut pas parce qu'elle est sûre, tu sais, c'est comme moi, pour vrai, j'ai un stress non-stop parce que je suis tout le temps sur une nef. Ça fait 14 ans que j'ai une épée d'amocles au-dessus de la tête puis parce que je ne sais pas si je vais avoir une place safe pour moi-même. Mais là, puis maintenant, parce que j'ai... C'est ça. En fait, j'ai trouvé cette force-là puis c'est cette force-là que je peux leur transmettre. Puis si réellement vous avez besoin de quelqu'un, moi, j'ai vraiment l'intelligence du cœur. Quand je parlais d'Elon Musk, en fait, bien, Elon Musk, ça n'a l'air de rien, mais il y a... Les maisons pliables, écologiques, on aurait besoin. Puis c'est là, en fait, le truc de... On n'a pas de terrain. Il y en a plein de terrain. Parlant de terrain, il faut que je parle d'un plateau Montréal juste après. Il y a les téléphones et tout ça. Puis un autre truc, c'est qu'il y en a beaucoup qui ont déjà leur bulle. C'est ça, le problème. C'est moi, là, je ne peux pas me faire... Tu sais, je ne l'ai pas encore. C'est pour ça que je suis tout mêlée, là, présentement, même si j'ai pris un médicament, puis non, non, non, parce que je ne peux pas ça, c'est comme... Mais sauf que c'est ça. Ils ne vont pas venir vous voir, personne, parce que là, moi, je parlais à tout le monde, là. Déjà que ce n'est pas normal que ce soit évident comme ça, puis il faut des caméras. Vous pouvez flouter les faces, n'importe quoi, c'est comme ça qu'on dit, on s'en fout, mais c'est obligé parce que les citoyens ne le verront pas. Ce que je dis, là, même quand j'ai chanté, moi, mes enfants, il faut qu'ils voient ça à la télévision. Comment ça, c'est pas passé à la télévision encore ? Moi, je n'ai pas regardé ce qui s'est passé, je m'en fous, tu sais, je m'en souviens, puis c'est comme, je vais l'écrire, mais avec le feeling, tu sais, justement. Puis, ah !

Commissaire :

Ça va être là ? Ça va être là ? Chantale ?

Chantale :

Juste vous dire, sur le plateau Mont-Royal, en fait, là, il y a beaucoup de... Moi, j'ai remarqué, à un moment donné, les sols, ils sont infectés, en fait, là, mais ce que je vous dis, c'est important parce qu'à un moment donné, j'ai

remarqué que tous mes petits frères, là, ils n'étaient vraiment pas bien parce que y'en a un qui faisait petit. Moi, j'ai toujours été en mode d'observation, là. Des fois, j'étais là, puis ils me regardaient. À un moment donné, ils étaient comme, OK, mais c'est pas tous fou. Je suis juste là parce que chez nous, c'était pas bon, c'était pas bon non plus. Puis, j'observais parce que je voulais comprendre. Puis, réellement, le sol, vu qu'ils dormaient à même le sol, ça les a vraiment, gravement infectés. Sauf que, aujourd'hui, c'est un avantage parce que tous les locaux qui sont infectés, qui sont fermés sur Mont -Royal, là, bien, eux, ils peuvent vivre dedans, là. Ils sont déjà infectés. Il faut faire avec ce qu'on a, c'est ça que je veux dire.

Commissaire :

OK. Écoute, Chantale...

Chantale :

De toute façon, je vais pouvoir, grâce à vous, écrire un mémoire. C'était un de mes souhaits. Écoute, jusqu'au 28 février, ce serait une bonne idée.

Oui, parfait.

Merci beaucoup.

Chantale :

Ah, là, il me manque un truc. Un truc. Je devais, en fait, quand j'ai pris la chambre, là, j'ai pris cette chambre-là, parce que je devais avoir... Ils parlaient qu'ils faisaient des appartements, en fait, pour sortir les femmes de la rue. Sauf qu'il y avait... Il y a une clause qu'il faut enlever. Il ne faut pas avoir de problème avec la régie du logement. Quelle femme est dans la rue sans problème avec la régie ? Ceux qui sont là depuis longtemps qui profitent du système. Et c'est juste pour ça que je n'ai rien eu. Parce que j'ai niaisé, niaisé, niaisé, puis ils m'ont dit du jour au lendemain, bien, non, je n'ai rien eu. Ils m'ont dit non, vous n'êtes pas... En tout cas. Mais, oui. C'est parce que j'ai appris à ne pas nommer les noms pour ne pas... Sauf que là, c'est important qu'on le dise. Il faut vraiment comprendre que si vous me prenez, je ne sais pas comment le dire, mais j'ai vraiment le truc de bien vivre ensemble réellement. C'est... Il faut jumeler, mais ce n'est pas les intervenants avec les policiers et les... Non, c'est les policiers avec un itinérant. C'est ceux qui travaillent là, une cuisinière, avec quelqu'un qui a envie d'être cuisinier. Puis, l'accessibilité, c'est ça, je voulais juste finir. Les trucs d'art, je leur ai donné, je leur ai expliqué puis tout ça, ils m'y ont donné parce qu'ils ne voulaient pas les prendre. Fait que moi j'ai trouvé une façon. Les règles mises en place ne sont pas suivies, mais pour ceux

qui suivent les règles, c'est l'enfer parce que tout... Il y a plein de règles non dites qu'ils ont eux autres et qu'ils tiennent fort puis qu'il faut aussi soumettre, mais ça n'a pas de sens. Tout ça pour vous dire que ce n'est pas un problème de cohabitation. La cohabitation, c'est très possible. C'est la réinsertion. En fait, il faut faire une... Tu sais, ces emplacements-là, en fait, qui sont déjà là, comme le YMCA, en fait, puis avec l'aréna, c'est comme que je disais, moi, j'ai perdu tout mon poids quand je me suis opérée à ce YMCA-là. 18 ans plus tard, je dormais exactement à la même place itinérante puis j'ai dit que la réinsertion la prochaine fois, ce serait mon bureau parce qu'à cette place-là, il y a tout pour faire une belle place d'art thérapie dans l'aréna, soit une patinoire où les églises peuvent devenir, en fait, des salles de spectacles communautaires où les gens puissent... Et j'ai des grandes idées pour ça parce qu'il y a Lara Fabian, en fait, qui veut partir une école de chant. Non, mais c'est... Non, mais attendez, mais il faut voir grand. Il faut voir abondance. Sinon, on reste dans la pénurie. Puis il y a une petite chose. Si vous voulez savoir quelle idée est bonne ou pas parce qu'il y a beaucoup de fausses idées. Quand c'est compliqué, c'est pas une bonne idée. Puis il faut que ça soit clair. Il faut qu'un enfant de 8 ans soit capable de lire votre proposition puis la comprendre parce que moi, j'ai été voir les affaires qui ont été dites puis on ne comprend fuck all, ça ne sert absolument rien. Bien reçu. Bien noté.

Il y avait une autre affaire, mais je vais m'en souvenir avant. C'est parti.

Commissaire :

Merci. Je vais vous remercier, Chantale, parce que là, nous, on est — tu...

Chantale :

Mais ça, non, mais attendez, non, mais ça, c'est une autre affaire. En quoi que ça dérange que je prenne plus de temps ? Vous êtes là pour ça, mais les règles sont...

Non, regardez votre réaction. Non, non, attendez. C'est ça le problème parce que nous, on a besoin de parler puis à chaque fois, les règles nous empêchent parce que là, vous m'avez pressée. J'ai perdu mon idée. Mais mon idée que j'oublie là, quand je vais repartir là, bien, ça va être la chose que je vais avoir besoin de dire. Mais c'est toujours comme ça. On nous fait taire puis c'est pour ça, en fait, En fait, je suis la porte -voix des sans -abri maintenant. Merci.

Commissaire :

Merci, Chantale. Merci beaucoup.

